

7%
WOOD GUNDY
692-4200
3 ANS
25 000 \$ minimum
GARANTI
Taux sujet à modification

LE SOLEIL

Vauquelin
CHEVROLET GEO
"Les prix banlieues Vauquelin"
OUVERT LE SAMEDI 10h-16h
1189, route 136, Neuville sur le Sud
(418) 876-3131, 1-800-463-3644

MARDI 29 MARS 1994

QUÉBEC, 96^e ANNÉE, NO 90
48 PAGES, 3 CAHIERS + 1 TABLOÏD

LIVRAISON À DOMICILE (7 JOURS) 3.50 TPS 0.24 TVQ 0.30 4.04

MONTRÉAL-OTTAWA 60c Plus T.P.S. TVQ

50c Plus T.P.S. TVQ

LE MONDE



Champ de bataille à Johannesburg

Frappé hier par une vague de violence qui a fait une trentaine de morts, le centre-ville de Johannesburg ressemblait à un champ de bataille. **A-3**

Les gagnants déjà divisés en Italie

La droite italienne est sortie victorieuse, hier, des élections législatives mais ne semble pas en mesure de former rapidement un gouvernement. **A-9**

LA RÉGION



Le Démon Blond hôte de Patine-don

Guy Lafleur a donné hier au CHUL le coup d'envoi à l'Opération Patine-don organisée au profit d'Opération Enfant Soleil. **B-1**

LES ARTS

Eugène Ionesco s'est éteint

Le dramaturge français d'origine roumaine Eugène Ionesco est décédé hier à Paris à 81 ans. Le roi Michel de Roumanie, notamment, lui a rendu un vibrant hommage. **C-5**

L'INDEX

Annonces classées	C-6 à C-10
Arts	C-4 et C-5
Bridge	C-11
Décès	C-10 et C-11
Économie	B-4 à B-8
Éditorial	A-10
Horoscope	C-10
Le Monde	A-9 et A-11
Michel David	A-10
Mode	C-1 à C-3
Où aller à Québec	C-4
Québec et l'Est	B-1 et B-2
Une place au soleil	B-3

TABLOÏD SPORT	S-1 à S-14
Bandes dessinées	S-15
Ce soir à la télé	S-16
Mots croisés / Mot mystère	S-14

LA MÉTÉO

Nuageux, un peu de neige légère en après-midi, max. 1, min. -6. **S-16**

Meurtre de l'agent Labrie: suspect arrêté à Montréal

QUÉBEC — La police de la CUM a procédé, hier après-midi, dans le quartier Ahuntsic, à l'arrestation d'Edward Kotapski, un individu de 58 ans considéré comme un suspect dans l'affaire du meurtre de l'agent de Secur Alain Labrie, commis la semaine dernière aux Galeries de la Capitale.

par MICHÈLE LAFERRIÈRE
LE SOLEIL

Edward Kotapski faisait l'objet d'un mandat d'arrestation depuis le mois de décembre, à la suite d'un vol à main armée perpétré

dans une bijouterie Birks du centre-ville de Toronto.

La semaine dernière, la police de Québec avait admis que Kotapski était considéré comme l'un des suspects du meurtre d'Alain Labrie. En outre, les enquêteurs ont établi plusieurs similitudes en-

tre ce meurtre et celui d'un autre agent de Secur, Gérard Boyle, abattu il y a un an au Centre Rockland, à Montréal. Bref, l'arrestation de Kotapski pourrait se transformer en un important coup de filet et permettre la résolution de plusieurs crimes au pays.

Les policiers de la CUM ont aussi appréhendé un individu d'une trentaine d'années qui accompagnait Kotapski. Mais ils ont refusé de divulguer son identité et

d'affirmer s'il était relié aux méfaits de son comparse. Les deux hommes ont été arrêtés en face du 111, Chabanel Ouest, à Ahuntsic, un quartier du nord de Montréal. Ils étaient à pied et n'étaient pas armés. Ils n'ont offert aucune résistance.

Kotapski avait fait la une des journaux montréalais la semaine dernière à la suite du meurtre de l'agent Labrie et du lien possible avec celui de l'agent Boyle. Un ci-

toyen l'a reconnu et a appelé les policiers qui n'ont pas mis de temps à lui mettre la main au collet.

Des enquêteurs de la police de Québec et de Toronto se sont rendus à Montréal hier soir pour interroger Kotapski. Si l'interrogatoire est concluant, les limiers le ramèneront à Québec. Kotapski fera alors une parade d'identification devant les témoins. Des accusations pourraient alors être portées contre lui.

Fermeture des Woolco à Beauport et à Lévis

269 emplois perdus

LÉVIS — Dès le samedi 18 juin, les 269 employés des magasins Woolco de Beauport et de Lévis se retrouveront sans emploi alors que ces deux succursales de la grande chaîne Woolworth fermeront définitivement leurs portes.

par RICHARD CÔTÉ
LE SOLEIL

Cette mauvaise nouvelle a causé hier toute une commotion. Ces travailleurs espéraient depuis deux mois conserver leur emploi même si, contrairement à la succursale des Galeries de la Capitale, Beauport et Lévis ne faisaient pas partie de l'achat par le géant américain Wal-Mart de 120 des 142 magasins Woolco du Canada.

Plusieurs travailleurs, pour la

majorité des femmes, y oeuvraient depuis les débuts.

Les employés des deux magasins, parmi les 21 qui n'ont pas été inclus dans la transaction avec le géant américain Wal-Mart, étaient syndiqués, mais pas ceux des Galeries de la Capitale. Certains employés croient qu'en agissant ainsi, Wal-Mart souhaitait éviter tout simplement les contraintes imposées par les conventions collectives. Récemment, afin de conserver leurs emplois, les syndiqués affiliés à la FTQ avaient laissé entendre qu'ils étaient prêts à laisser tomber leur syndicat.

Catastrophe pour les travailleurs touchés, cette décision est aussi un coup dur pour les Galeries Chagnon, un centre commercial de près de 120 magasins, qui perd ainsi un de ses deux locataires majeurs, l'autre étant la compagnie Sears.

Wal-Mart se spécialise dans les grandes surfaces. Il offre un éventail de produits de consommation courante et occupe le premier rang du commerce au détail aux États-Unis avec un chiffre d'affaires de 67 milliards \$. Les spécialistes du monde des finances prévoient que son arrivée sur le marché canadien entraînera de nombreuses difficultés, parfois mortelles, pour les grands et petits magasins avec lesquels cette entreprise entrera en compétition directe.

«Bye bye boss» Avec un gros lot record, le rêve renaît

QUÉBEC — Le gros lot de la Lotto 6/49 qui sera tiré demain peut être le plus important de l'histoire de cette loterie puisque, selon les ventes d'aujourd'hui et de demain, il dépasserait le montant record de 19 774 175 \$ tiré en octobre 1990.

par ISABELLE DUCAS
LE SOLEIL

Quoi qu'il arrive, le montant à gagner sera au minimum de 19 millions \$. Mais avec l'engouement pour la loterie créé habituellement par des montants aussi élevés, il ne serait pas surprenant que le record de 1990 soit fracassé et que le gros lot approche les 20 millions \$.

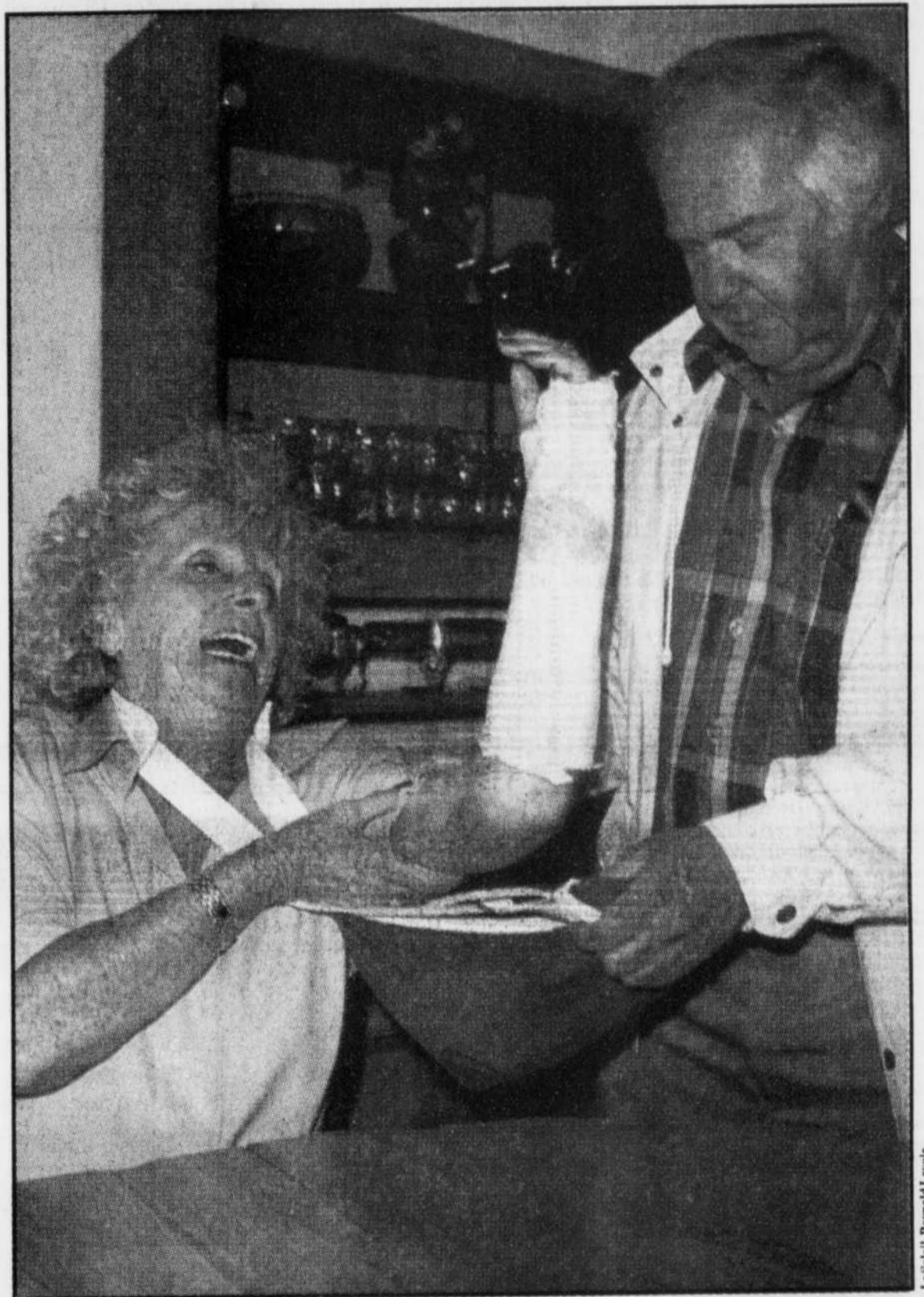
Les acheteurs de billets seront donc plus nombreux ces jours-ci à rêver de résidences luxueuses, de voitures de grandes marques, de voyages autour du monde et de... «bye bye boss!».

Mais, comme cela arrive souvent, plusieurs personnes pourraient avoir les numéros gagnants et se partager le magot. Le gros lot record de 1990 avait ainsi été partagé entre 18 détenteurs de billets gagnants.



Le Woolco de Beauport aurait eu 25 ans l'année prochaine et celui de Lévis devait fêter son 20^e anniversaire cette année.

Québécoise agressée en Floride



La blessure subie par Janet Balsillie est encore très douloureuse comme peut le constater son compagnon Jules Brousseau qui l'aide à passer son attelle.

Une vilaine fracture en souvenir du vol

QUÉBEC — Des Québécois viennent de se faire rappeler brutalement que la Floride ne tient pas toujours ses promesses de joyeuses vacances sans problèmes. Non seulement Janet Balsillie s'est-elle fait voler son sac à main, mais elle a eu les os du poignet fracturés et devra subir une chirurgie plastique au bras.

par CLAUDETTE SAMSON
LE SOLEIL

En vacances sur la côte ouest floridienne pour un mois, Mme Balsillie et son conjoint, Jules Brousseau, de L'Ancienne-Lorette, avaient décidé d'aller passer deux jours sur la côte est, à Fort Lauderdale. Après une visite au Swap Shop, le fameux marché aux puces où tous les Québécois se rendent comme en pèlerinage, ils se sont arrêtés à une station d'essence libre-service en bordure d'un grand boulevard.

Mme Balsillie se tenait aux côtés de son époux, alors qu'il faisait le plein. Il lui tourne le dos une seconde, et voilà qu'il l'entend crier. Le temps de le dire, Mme Balsillie avait été précipitée par terre. Sa sacoche étant accrochée à son bras, le voleur, un grand homme mince de race blanche, lui assène un

coup de pied brutal au poignet, avant de s'emparer du sac.

Après cette attaque, le voleur s'est engouffré dans une voiture conduite par un homme de race noire. M. Brousseau s'est élancé à leur poursuite — «Je n'aurais pas dû», admet-il, conscient du danger —, ce qui lui a permis de prendre leur numéro de plaque presque en entier.

L'événement s'est produit le samedi 19 mars. Mme Balsillie a dû passer 24 heures à l'hôpital et subir une opération au poignet, au cours de laquelle on lui a inséré des attaches métalliques pour rattacher les os. Lorsqu'on lui aura enlevé son plâtre dans quelques semaines, elle devra subir une chirurgie plastique. Elle a aussi de nombreuses ecchymoses sur le côté du corps.

«On est mal pris»

Selon M. Brousseau, tous les habitants du secteur qui se sont

portés à leur secours ont dit sensiblement la même chose : «On est mal pris et les autorités ne font rien, pouvez-vous nous aider?» Ils faisaient allusion au climat de criminalité qui prévaut maintenant en Floride et entre autres dans ce secteur.

«À Miami, ils avisent les touristes des secteurs dangereux, mais à cet endroit : rien», indique M. Brousseau, qui déplore ce manque de mesures de prévention. Selon lui, les citoyens rencontrés sont témoins de ce type d'acte criminel à presque tous les jours dans les stations-service du coin.

Pour l'heure, Jules Brousseau et Janet Balsillie comptent bien s'informer des possibilités de dédommagement existantes. Ils ont dû raccourcir leurs vacances d'une semaine et, en plus des biens perdus (argent, cartes de crédit, lunettes...), ils vont devoir composer avec des soins qui s'étireront sur plusieurs semaines.

Le couple n'a pas rayé pour autant la Floride de ses destinations. Ils y ont des parents, et comptent bien y retourner dès l'été prochain!

Début du procès du présumé assassin de Lucie Turmel

QUÉBEC — Un homme de Colombie-Britannique subit son procès à Calgary depuis hier, relativement au meurtre de Lucie Turmel, une jeune Lévisienne de 23 ans, assassinée à Banff en mai 1990.

par MICHÈLE LAFERRIÈRE
LE SOLEIL

L'arrestation de Ryan Jason Love, en novembre 1992, puis le début de son procès hier, ont fait revivre à la famille de Lucie Turmel toute l'horreur de son assassinat. La jeune femme alors âgée de 21 ans avait quitté la résidence familiale de Lévis, en 1988, dans le but de s'établir à Banff, en Alberta, une ville réputée pour sa beauté et son charme.

Elle occupait là-bas des emplois de femme de chambre et de serveuse. Puis pendant la saison creuse, elle ar rondissait ses fins de mois en conduisant un taxi. « À Banff, conduire un taxi, ce n'est pas vu comme un métier dangereux, relate son frère Louis. On dit même que les serruriers font faillite dans cette ville puisque personne ne verrouille ses portes... »

Au cours de la nuit du 17 mai 1990, un individu poignarde à mort Lucie Turmel dans son taxi et lui vole les 80 \$ qu'elle avait sur elle. Ça s'est passé à deux pas de chez elle, tout près de la rue principale de Banff.

Plus de 2000 touristes du Canada, des États-Unis et d'Europe ont été interrogés. Ryan Jason Love

était dans la mire des enquêteurs de la GRC, tout comme des centaines d'autres suspects. Mais les échantillons de sang de l'assassin retrouvés dans l'auto de la victime ont été déterminants. Les policiers ont retracé l'empreinte génétique du meurtrier à partir de l'ADN et ont enfin pu arrêter Love, en novembre 1992, et porter des accusations contre lui.

La reconstitution du crime présentée en mars 1992 lors de l'émission *Unsolved mysteries*, a fourni l'occasion à de nombreuses personnes de témoigner et de donner ainsi aux enquêteurs une foule d'informations supplémentaires qui seront utilisées lors du procès.

Love a plaidé non coupable à l'accusation d'homicide involontaire. Il comparait devant un juge seul. Les parents de Lucie Turmel assistent au procès, qui devrait durer environ trois semaines. « Nous espérons qu'il subisse la justice comme elle est prévue et qu'il obtienne la peine maximale pour son crime, un crime gratuit », affirme Louis Turmel.

Les experts en médecine légale témoigneront que Lucie Turmel a lutté pour sa vie et que le sang trouvé dans son taxi est celui de l'homme accusé de sa mort, a dé-

claré un procureur de la Couronne, hier à Calgary, lors de la première journée du procès de Ryan Jason Love.

Des experts légistes du Canada et des États-Unis seront appelés à témoigner.

Un expert en analyse d'ADN « viendra dire à la cour que le sang trouvé dans le taxi est celui de l'accusé », a-t-il ajouté.

« Nous sommes venus ici pour être avec Lucie », a déclaré Denise Turmel à l'extérieur de la cour. « Dans nos coeurs, Lucie vit encore », a déclaré son père, Jean, un médecin.

« Pour les gens, elle est morte. Mais pour nous, elle est toujours notre fille et nous pensons à elle, pas dans le passé, mais toujours dans le présent. Nous l'accompagnons aujourd'hui. »



Louis Turmel, le frère de la victime, Lucie Turmel, en mortaise.

UNE PENSÉE À PÂQUES!

LE DIMANCHE 3 AVRIL : LA BOÎTE CADEAU SIMONS



COMBINAISON TRICOT CÔTELÉ 29.95

la texture au premier plan! une exclusivité de la guèpière, combinaison courte en tricot de coton moelleux avec liséré en crochet, lavande ou gris. p.m.g.



LE TRICOT FLEURS TEXTURÉES 29.95

une robe de nuit courte exclusive à la guèpière, en tricot pur coton avec liséré et petits boutons de satin, fleurs texturées en tons de lavande ou vert sur blanc ou gris ton sur ton. p.m.g.



LA POCHE CULOTTES EN TRIO

fabriquées en France, 3 culottes pur coton dans une variété de rayures, fleurs, coquilles ou motifs géométriques imprimés sur fond blanc ou chiné. 19.00 ste-foy et galeries de la capitale seulement.



LE COTON TISSÉ ANIMAUX

une robe de nuit amusante, fraîche pour twik! imprimés inspirés des animaux de la ferme sur pur coton. offrez moutons, chats ou vaches sur fond vif et coloré. taille unique. 38.00

NOS TROIS MAGASINS
SERONT FERMÉS
LE DIMANCHE 3 AVRIL ET
OUVERTS LE LUNDI 4 AVRIL

la maison
simons
PLACE STE-FOY GALERIES DE LA CAPITALE VIEUX QUÉBEC

LA QUOTIDIENNE
tirage du 28-03-94
8-6-4
2-6-9-1

Réserve de Betsiamites Mort suspecte d'un bébé de six semaines

BAIE-COMEAU — La Sûreté du Québec enquête présentement sur ce qu'elle qualifie de mort suspecte d'un bébé d'un mois et demi, survenue dimanche sur la réserve amérindienne de Betsiamites.

par ANNIE ST-PIERRE
collaboration spéciale

Le corps policier de l'endroit a demandé l'assistance de la SQ, n'ayant pas les ressources pour enquêter sur ce genre d'événement. Emma Bacon-Raikin, âgée de 6 semaines seulement, a été retrouvée sans vie dans son berceau vers 13 h 30, dimanche.

Sa mère, Mme Estelle Bacon, 31 ans, a tenté en vain de réanimer le corps bleu de l'enfant, qui était endormi depuis 9 h le matin. Le père, M. Steve Raikin, 27 ans, était aussi présent. Appelés sur les lieux, les ambulanciers ont conduit le corps inanimé de la petite fille au Centre hospitalier de Baie-Comeau où son décès a

été constaté.

Les deux parents du poupon seront rencontrés par des agents afin de recueillir toutes les informations relatives à cette mort, a expliqué un porte-parole de la SQ. « Pour l'instant, aucune hypothèse quelconque n'est retenue », affirme l'agent Jean-Bruno Latour qui ajoute que, selon les premières constatations, il s'agirait d'une mort accidentelle.

Une autopsie a été pratiquée, hier, à Rimouski. La Sûreté du Québec attendra les résultats qui seront disponibles d'ici deux à trois semaines. L'examen permettra de déterminer de façon précise, les circonstances de la mort de l'enfant.

Procès Ewondé La mère des victimes sera entendue demain

MONTREAL — Kelly MacCormack avait 21 ans, l'automne dernier. Déjà très affectée par les vicissitudes de la vie, elle a refusé de jouer les entremetteuses entre Serge Ewondé et une danseuse de club qui appréciait les roses rouges.

par DIDIER FESSOU
LE SOLEIL

Du coup, Ewondé n'a pu se constituer d'alibi pour la nuit du 14 mai au cours de laquelle Mylène et Benoît Marceau ont été tués de plusieurs balles dans la tête, à Pierrefonds.

La Couronne doit finir d'établir sa preuve ce matin avec le témoignage de Marielle Vallières, la mère des deux victimes originaires de Honfleur, dans le comté de Bellechasse.

Une lettre

Hier, le jury a entendu Paul Payne, qui était détenu à Sorel en même temps qu'Ewondé, l'automne dernier. C'est par l'intermédiaire de Payne qu'Ewondé est entré en contact avec Kelly, au téléphone.

De son témoignage, il appert qu'Ewondé lui aurait demandé si elle connaissait une danseuse qui pourrait dire qu'il avait passé la nuit du 13 au 14 mai avec elle. Ensuite, Ewondé lui a fait parvenir une longue lettre pour lui préciser ses attentes, lettre déposée en cour.

Ewondé écrit : « Je risque l'emprisonnement à vie pour quelque chose que je n'ai pas fait. » Se présentant alors comme un Camerounais qui a étudié à l'université et comme un homme d'affaires qui a réussi, il explique avoir besoin du

témoignage d'une danseuse de bar qui dirait qu'il a passé une partie de la nuit à boire de la Brador, qu'il l'a fait danser à plusieurs reprises à sa table, qu'il lui a offert cinq ou six consommations et, même, une rose rouge.

Suprême raffinement, Ewondé propose que la danseuse dise qu'il lui aurait offert de la raccompagner chez elle dans sa BMW, mais qu'elle a refusé, ne le connaissant pas depuis assez longtemps. Et Ewondé de conclure sa lettre en notant : « Il faut qu'elle soit solide. Elle doit s'entraîner au contre-interrogatoire avec mon avocat, Me Richard, et apprendre par coeur ce que je viens de dire. »

Pour prix de ce témoignage, Ewondé offrirait 500 \$.

Kelly n'a pas répondu aux attentes d'Ewondé.

Pourquoi, de demander Me Marion Brunelle, avocat de la défense? « Quand Payne m'a dit la nature des accusations qui pesaient sur Ewondé, j'ai remis sa lettre à la police. »

LA TROIS

LE SOLEIL

L'immatriculation d'un véhicule passe à 224\$

□ La situation est devenue hors de contrôle, selon le CAA-Québec

QUÉBEC — Le 1^{er} avril, les droits d'immatriculation augmenteront de 5 \$, portant le coût du renouvellement annuel de la plaque d'un véhicule de promenade au Québec à 224 \$. Cette augmentation a été décrétée lors du budget en 1990. Le gouvernement du Québec ira donc chercher 15 millions \$ de plus dans les poches des automobilistes au cours de la prochaine année.

Pour le président-directeur général du CAA-Québec, Robert Dar-

belnet, « cette hausse est totalement inacceptable parce qu'elle va suivre de quelques jours le

transfert au fonds consolidé de 675 millions \$ de primes d'assurance des automobilistes. »

Dès vendredi, les Québécois paieront 103 \$ en droits d'immatriculation seulement, soit près de deux fois la moyenne canadienne. « C'est en septembre 1990 que les droits d'immatriculation ont fait un bond, passant de 55 \$ à 90 \$ et portant le coût du renouvellement annuel, assurance comprise, à

193 \$ », de rappeler M. Darbelnet.

Une situation hors contrôle

Par la suite, à la faveur de la création en janvier 1992, du Fonds de contribution des automobilistes au transport en commun, les droits ont connu une nouvelle hausse de 30 \$ par année. Coût total du renouvellement : 200 \$.

« Depuis lors, soit en ajustant les primes d'assurance ou en aug-

mentant les droits, le gouvernement a fait monter le coût de l'immatriculation à 214 \$, puis 219 \$ et maintenant à 224 \$. Il a de plus détourné vers le fonds consolidé plus de 2,46 milliards \$ de primes d'assurances que les automobilistes avaient versées à la SAAQ.

Et par-dessus le marché, d'ajouter M. Darbelnet, il coupe de façon éhontée dans les crédits alloués à l'entretien des routes du

Québec. Alors que les dépenses totales du gouvernement vont augmenter cette année de près de 3 %, les crédits affectés à la réfection du réseau routier du Québec vont chuter de 2,2 %. La situation est devenue tout simplement hors de contrôle. »

Organisme à but non lucratif, le CAA-Québec regroupe plus de 650 000 membres automobilistes au Québec.

Plus de 30 Zoulous massacrés

□ Johannesburg est transformée en champ de bataille

JOHANNESBURG (AFP, AP) — Des pavés maculés de sang, un homme lapidé par la foule et sauvé in extremis de la mort, des sirènes hurlantes, des gens pris de panique et de longs échanges de tirs qui laissent une trentaine de morts et près de 300 blessés : Johannesburg, la plus grande ville d'Afrique du Sud ressemblait, hier, à un champ de bataille.

C'est la première fois que le centre ville de Johannesburg est atteint par la vague de violences qui se cantonnait depuis des années dans les townships noirs, loin des zones blanches.

« On dirait Beyrouth », lâche un passant la voix couverte par les sirènes des voitures et des ambulances sillonnant la ville, parfois couvertes par le crépitements des rafales d'armes automatiques. Paniqués, les habitants cherchent désespérément un abri.

Le premier mort a été enregistré après un court échange de tirs entre les manifestants et la police dans le centre de la ville à Library Gardens, un parc où les manifestants zoulous s'étaient rassemblés. Un policier a aussi été blessé.

À ce moment, les employés de bureaux, curieux, se penchaient encore aux fenêtres pour observer les préparatifs de la manifestation. Ils devaient vite se terrer au fracas des premières rafales.

Un homme ensanglanté sort de la foule et s'effondre devant un correspondant de presse. Quelques blocs plus loin, les manifestants zoulous s'approchent du siège de l'ANC à Shell House en pillant sur leur chemin les étals des marchands ambulants.

Un premier groupe fonce vers l'édifice de l'ANC. Les gardiens tirent en l'air. Un autre groupe s'approche et cette fois les hommes de l'ANC tirent à hauteur d'homme et tuent huit manifestants.

La police semblait impuissante,

manquant visiblement des moyens nécessaires pour faire face à une telle situation. Les mêmes véhicules de police devaient faire la navette entre Library Gardens et le siège de l'ANC pour tenter de contenir les affrontements à ces deux endroits.

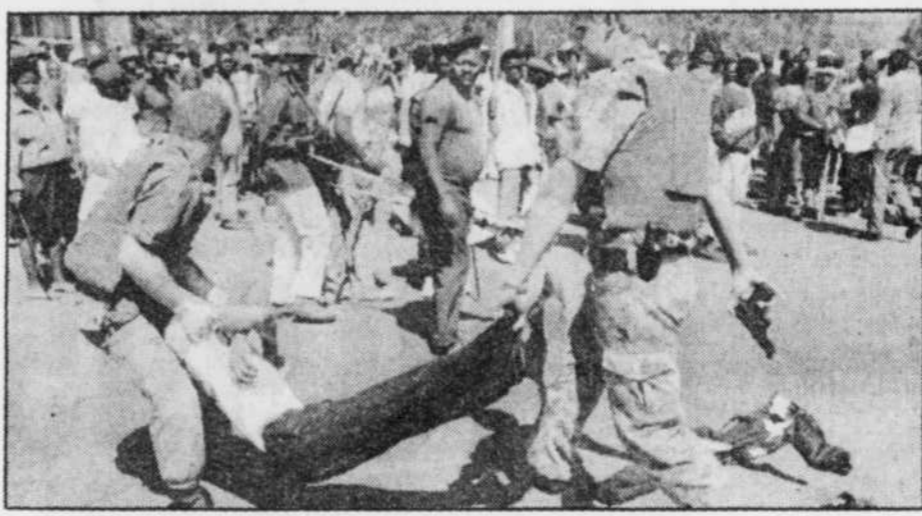
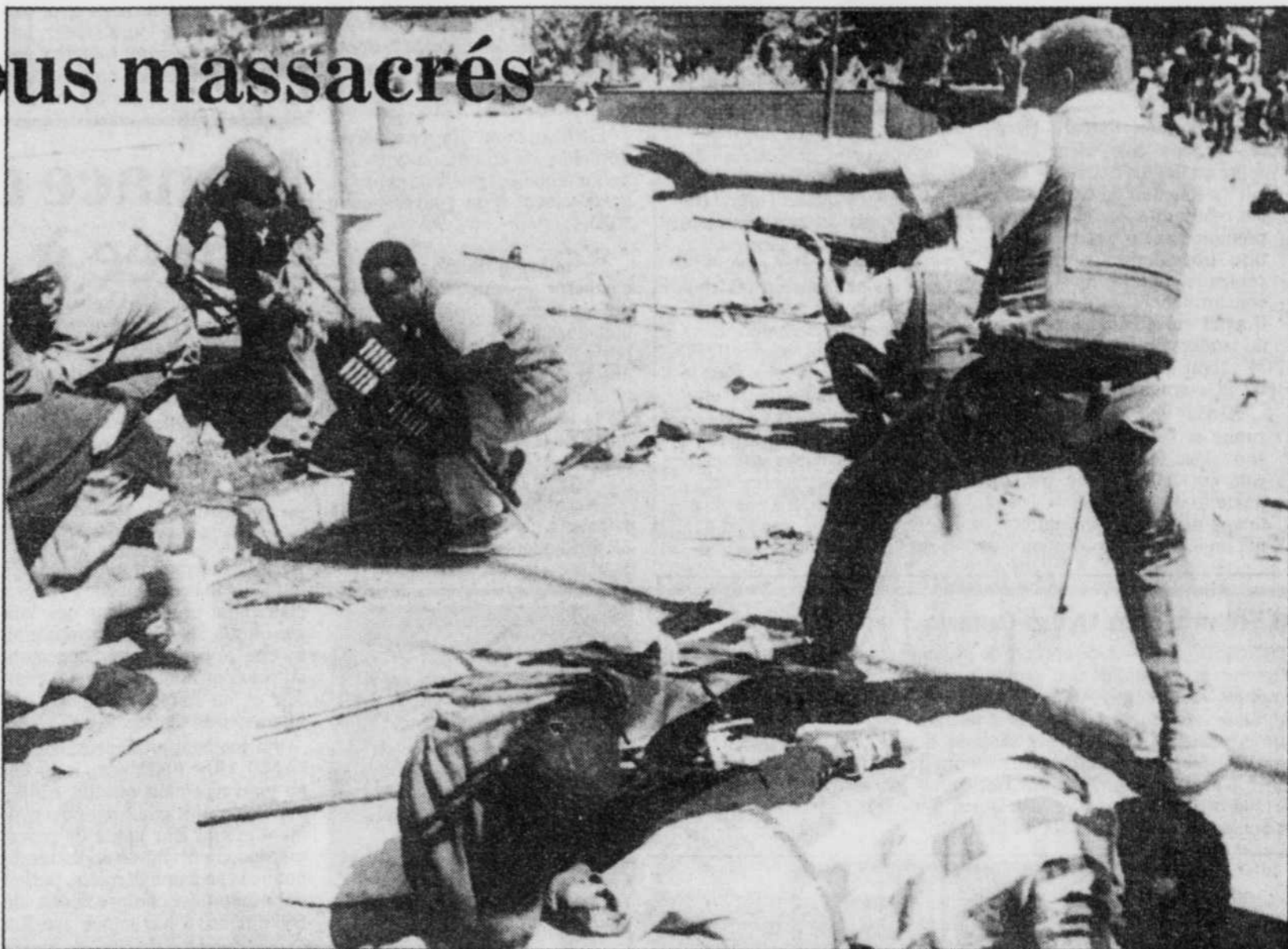
L'atmosphère de violence a rapidement gagné la population dans les rues. Un manifestant zoulou a été quasiment lynché par une foule en colère non loin du bâtiment de l'ANC.

Les badauds acclamaient ceux qui frappaient à coups de briques et de pavés l'homme dont le visage ruisselait de sang et qui tentait, affaibli, de fuir à quatre pattes. Il a échappé à une mort certaine avec l'arrivée de policiers qui ont tiré en l'air pour disperser la foule.

À Library Gardens, la situation entre-temps d'était rapidement dégradée. Une bataille rangée a éclaté entre la police, les manifestants et des tireurs non identifiés postés sur les immeubles alentour.

Un photographe a vu de nombreux corps gisant autour du parc après l'accrochage, dont celui d'un policier blanc.

Le premier sommet quadripartite sud-africain entre le président Frederik de Klerk, le président du Congrès national Africain (ANC) Nelson Mandela, le chef du parti zoulou Inkatha (IFP) Mangosuthu Buthelezi et le roi des Zoulous Goodwill Zwelethini, devrait néanmoins se tenir demain et jeudi, a-t-on appris hier de bonne source.



Devant le siège central du Congrès national africain, huit personnes ont été tuées par les gardiens de l'édifice pour empêcher qu'il ne soit pris d'assaut par des manifestants nationalistes zoulous. Les victimes ont été éventrées par les tirs, et leur sang couvrait la chaussée.

« Bonhomme » s'en va!

Michel Proulx quitte le Carnaval

QUÉBEC — « Bonhomme démissionne ! » Après y avoir songé toute la fin de semaine et sentant qu'il ne cadrait plus dans l'organisation du Carnaval de Québec, celui qui assumait la direction générale de cet organisme depuis 13 ans, Michel Proulx, a remis, hier, sa démission au président du conseil d'administration, Me Jean Beaupré.

par PIERRE CHAMPAGNE
LE SOLEIL

M. Proulx avait aussi été « bénévole » au Carnaval de Québec pendant les huit années qui ont précédé sa nomination au poste de directeur général. C'est lui, M. Proulx, qui utilise le terme de « bénévole » mais, la vérité pure, c'est qu'il a tenu, pendant huit ans, de 1973 à 1981, le rôle de Bonhomme Carnaval. Ce fut d'ailleurs le seul personificateur de Bonhomme à diriger les destinées de cette grande fête hivernale. Il est de mise de ne jamais divulguer l'identité de ceux qui personnifient Bonhomme Carnaval. M. Proulx a toujours été un ardent défenseur de cette clause. Pour lui comme pour d'autres, il n'y a qu'un seul Bonhomme Carnaval. Jamais il n'a déclaré son secret publiquement.

Il fut Bonhomme pendant huit ans mais durant les 13 ans qui ont suivi, il était aussi le directeur général des Bonhommes. Parce que chaque personificateur de Bonhomme doit, au préalable, acqué-



Le directeur général du Carnaval de Québec, depuis 13 ans, Michel Proulx, à gauche, en compagnie du président exécutif de l'organisme Yvan Cloutier.

rir une formation d'usage dont M. Proulx était, pour cause et par expérience personnelle, le responsable.

Mais ce n'est pas parce qu'il a été bombardé de boules de neige ou parce qu'il a été foudroyé par les Bleus Poudre que Bonhomme démissionne.

« Je quitte avec un pincement au coeur », précisait M. Proulx au SOLEIL, hier. « C'est un départ volontaire. Personne ne m'a indi-

qué la porte mais, depuis quelques semaines, j'ai compris que la réorganisation administrative du Carnaval, entreprise cette année par la nouvelle direction, n'avait plus besoin de mes services. Cela ne veut pas dire que je sois devenu incompetent, du jour au lendemain. J'ai cru en l'événement. J'y crois toujours. Je m'entends toujours bien avec tout le monde. Je ne peux pas dire que je suis tassé... mais je suis à la recherche d'un nouvel emploi. »

Avant de faire carrière au Carnaval de Québec, comme administrateur, Michel Proulx oeuvrait dans l'enseignement. Il était d'ailleurs toujours professeur lorsqu'il travaillait, durant l'hiver, comme « bénévole ». Il devait quitter définitivement sa profession pour se consacrer à la direction de ce plus grand carnaval d'hiver au monde.

Une décision qui fera jaser d'ici la prochaine assemblée générale du Carnaval de Québec, prévue le 14 juin.

Les livreurs en grève

Culinar congédie 40 employés

QUÉBEC — Culinar congédie une quarantaine d'employés à son usine de petits gâteaux Vachon à Sainte-Marie-de-Beauce tant que durera la grève de ses 65 livreurs de l'Est du Québec.

par MARCO FORTIER
LE SOLEIL

Pas de livraison, pas de production soutient la direction, qui se défend de prendre en otage les employés.

« On travaille avec des produits périssables. On ne peut se permettre de produire sans livrer », soutient le porte-parole de la compagnie, Michel Dufour, joint à Montréal.

La compagnie a stoppé la production sur le quart de soir dès hier. Le quart de jour continue de répondre à la demande dans tout le Québec, sauf l'Est.

En outre, Culinar a reculé sur ses offres et revient à sa première proposition de modifier 25 des 51 horaires de livraison, plutôt que 21 comme c'était le cas avant la grève.

« C'est très critique », dit le porte-parole de la compagnie. Ce dernier affirme que Culinar perd 100 000 \$ par jour avec la grève des 65 livreurs et employés d'entrepôt de l'Est du Québec. Plus aucun « p'tit gâteau Vachon » n'est livré depuis samedi, de Trois-Rivières à Havre-Saint-Pierre et dans tout le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie.

Les travailleurs du Syndicat international de la boulangerie, de la pâtisserie et du tabac, affilié à la FTQ, refusent de travailler du mardi au samedi comme le souhaite la compagnie. « Le samedi, c'est sacré », disent-ils.

La semaine de travail s'étend présentement du lundi au vendredi. Six « routes » de livraison fonctionnent malgré tout le samedi depuis six mois.

Culinar soutient que l'ouverture des supermarchés le dimanche le force à livrer le samedi pour offrir des produits plus frais. « Éventuellement, toutes nos routes seront du mardi au samedi », déclare-t-il.

La situation reviendra à la normale dès la fin de la grève, assure Michel Dufour. Culinar emploie normalement 650 travailleurs à la production des gâteaux.

Il fut impossible de joindre un porte-parole du syndicat en soirée.

Richard Décarie remplacé par James Maranda

QUÉBEC — C'est vers un fidèle lieutenant de l'ex-ministre Michel Pagé, James Maranda, que le premier ministre Daniel Johnson s'est finalement tourné pour combler le vide laissé par le départ de l'un de ses conseillers personnels passé la semaine dernière au... Parti québécois.

par GILLES BOIVIN
LE SOLEIL

Lundi dernier, Richard Décarie, proche conseiller de M. Johnson depuis deux ans, quittait sa fonction de responsable des relations entre le bureau du premier ministre et la députation libérale pour protester contre la politique de statu quo constitutionnel de son patron. Il avait été nommé à ce poste au lendemain de l'accession de M. Johnson aux commandes du gouvernement.

Secoué par cette démission subite et inattendue, M. Johnson s'est rapidement tourné vers un habitué des travaux parlementaires qui a longtemps œuvré au sein du cabinet du leader du gouvernement

en chambre. James Maranda était chef de cabinet du ministre Michel Pagé lorsque le député ministre de Portneuf occupait la fonction de leader en chambre. Il était devenu chef de cabinet du nouveau ministre de la Justice, Roger Lefebvre, après la formation du premier cabinet Johnson.

Par ailleurs, les rencontres formelles et informelles se multiplient au sein de la députation libérale de la région de Québec pour tenter de trouver un responsable régional de l'organisation électorale en vue de la prochaine campagne électorale.

Non seulement plusieurs députés de la région songent sérieusement à quitter l'arène politique mais ils semblent peu enclins à assumer la direction régionale de la campagne électorale au moment où les sondages indiquent qu'ils sont sérieusement menacés dans leurs circonscriptions respectives. Selon nos informations, c'est le député de Chauveau, Rémy Poulin, qui « hériterait » de cette fonction névralgique au cours des prochaines semaines. Ce dernier, comme ses collègues de la région, n'a pas encore décidé s'il sera candidat à la prochaine élection.

Lutte contre la fraude dans l'aide sociale

«Boubous-macoutes» en Ontario

TORONTO — À l'instar de ce qu'a fait le gouvernement du Québec voilà quelques années, l'Ontario va embaucher des enquêteurs spéciaux pour lutter contre la fraude dans l'aide sociale.

par SUZANNE DANSEREAU
de la Presse canadienne

De plus, le gouvernement ontarien va réduire les prestations de certains bénéficiaires pour réaliser une économie de 50 millions de dollars.

Ces mesures sont les pièces maîtresses de la réforme de l'aide sociale du gouvernement néo-démocrate, que le ministre responsable Tony Silipo a annoncées hier à Queen's Park.

Elles suscitent une vive déception chez les groupes sociaux qui ne s'attendaient pas à ce genre de geste venant d'un gouvernement NDP.

Le ministre Silipo refuse de comparer ses enquêteurs à ceux du Québec, surnommés « boubous-macoutes », mais les groupes sociaux, eux, n'y voient pas une grande différence et, à la veille d'une manifestation publique qu'ils planifient pour le 14 avril, ils se cherchent un terme équivalent.

Gerard Kennedy, le pasteur des pauvres à Toronto, a proposé les « Rae-Rangers » (les gendarmes de Rae).

La lutte de l'Ontario contre les fraudeurs sera sans précédent au Canada. Au lieu d'enquêter sur les bénéficiaires contre lesquels on a des soupçons, comme c'était le cas au Québec, on ouvrira les dossiers de tous les assistés sociaux — soit 700 000 dossiers totalisant 1,3 million de bénéficiaires.

Deux cent soixante-dix personnes seront embauchées pour entreprendre cette lourde tâche. Les enquêteurs n'auront toutefois pas des pouvoirs aussi étendus que ceux des « boubous-macoutes »

québécois. Ils n'auront pas le droit, par exemple, de faire des visites-surprises au domicile du bénéficiaire. Il faudra l'aviser d'avance et obtenir son approbation.

Les enquêteurs ontariens pourront par contre exiger tous les documents dont ils ont besoin pour vérifier la situation des bénéficiaires : comptes en banque, fonds en fiducie, statut de résident, colporteurs, pensions alimentaires, etc.

Les fonctionnaires pourront aussi juger si une voiture, appartenant au bénéficiaire, lui est nécessaire, à défaut de quoi elle sera considérée comme un actif et servira à réduire les prestations.

L'embauche des enquêteurs coûtera 20 millions \$ au gouvernement.

Cela vaut le coup, explique le ministre, parce que les économies pourraient lui rapporter environ 60 millions \$.

Pour John Clarke, de la Coalition contre la pauvreté, cette lutte systématique contre la fraude est une « véritable chasse aux sorcières » contre des gens qui sont déjà dans la misère.

Quant à la compression de 50 millions \$, elle est incompréhensible puisque, pas plus tard que mercredi dernier, le gouvernement a indiqué qu'il gelait les taux.

Menace de guerre épique lancée à Johnson par l'UMQ

QUÉBEC — Le ministre des Affaires municipales et le gouvernement devront reconnaître que la notion de décentralisation, telle que définie dans le monde municipal, n'a rien à voir avec les transferts de responsabilités sans réforme de la fiscalité. Sinon, ils s'exposent, à très court terme, à une lutte épique avec les élus municipaux.

par PIERRE APRIL
de la Presse canadienne

C'est le message que l'Union des municipalités du Québec (UMQ) a clairement précisé dans une longue étude sur la décentralisation qu'elle a livrée personnellement au premier ministre Daniel Johnson et au ministre des Affaires municipales Claude Ryan.

Au moment où le président de l'UMQ, Ulric Blackburn, rappelait au gouvernement que les contribuables municipaux ont effectivement atteint leur limite de payer, un document ministériel, rendu public la semaine dernière, parlait de nouvelles compressions de 500 millions \$ par année pendant

au moins trois ans et le budget des dépenses 1994-1995 de « modifications additionnelles au partage des fonctions assumés par le gouvernement du Québec, les municipalités et les commissions scolaires ».

« Ce ne sont pas toujours les motifs les plus nobles qui enclenchent le processus de décentralisation », a rappelé l'UMQ.

Pour elle, le discours récent du gouvernement en faveur d'une « responsabilisation » accrue des pouvoirs locaux, commissions scolaires et municipalités, ou régionaux, tels les régies de la santé et des services sociaux, les conseils de développement ou autres « n'est inspiré en fait que par un incontournable resserrement des

possibilités fiscales du gouvernement ».

À la table Québec-municipalités, où s'est déjà amorcé la négociation sur la décentralisation, l'UMQ a déjà fixé les limites de l'acceptable pour ses membres.

L'Union exige notamment pour ses membres sa juste part des taxes à la consommation et le respect par le gouvernement de ses obligations envers les municipalités au chapitre des taxes sur les édifices gouvernementaux des réseaux de l'éducation et des affaires sociales, dont il ne paie que 50 % de leur valeur.

Elle réclame de l'argent neuf pour compenser les efforts que les administrations locales consentent au relèvement de l'activité économique.

Au chapitre de l'administration, l'UMQ exige aussi que l'État québécois cesse de contrôler tout ce qui se passe au niveau local et de sans cesse inventer des normes et des règlements tatillons.

Entente chez Hydro-Ontario

TORONTO (PC) — Une entente de principe conclue hier entre l'Hydro-Ontario et des milliers d'employés syndiqués a mis un terme aux craintes de coupures d'électricité et ne coûtera rien de plus aux abonnés, selon le président de la société d'État. L'accord est survenu après plusieurs heures de négociations, tenues sous la menace d'une loi spéciale du gouvernement Rae et alors que la société d'État était bien près d'arrêter ses réacteurs nucléaires, en prévision d'une grève. L'Hydro et la Power Workers Union, qui regroupe 14 700 employés, n'ont pas révélé les détails de l'entente.



Le président d'Hydro-Ontario, Maurice Strong


INFO-IMPÔTS

Je suis salarié et j'ai dû déboursier une certaine somme pour assister à un congrès. Puis-je réduire mon revenu de la somme déboursée ?

Non, seul le contribuable qui a un revenu d'entreprise peut déduire dans le calcul du revenu qu'il tire d'une activité commerciale ou professionnelle ce qu'il lui en a coûté d'assister à un maximum de deux congrès pendant l'année. Cependant, ces congrès doivent être reliés au secteur d'affaires du contribuable et être tenus par une organisation commerciale ou professionnelle dans un lieu inclus dans le territoire de l'organisation.



LA CORPORATION PROFESSIONNELLE
DES COMPTABLES GÉNÉRAUX LICENCIÉS
DU QUÉBEC



HYUNDAI
Du volant à votre avantage

ELANTRA
1994

PRIX SPÉCIAL

10 995\$

Transport, préparation et taxes en sus

LE PROGRAMME D'ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 HEURES HYUNDAI. Par l'entremise de Club Auto, organisme affilié à la CAA.

CANADA
1984 - 1994

"L'IMPORTÉE À VOTRE PORTÉE"

CENTRE HYUNDAI

1605, boul. Henri-Bourassa
angle Canardière

522-3738



Au beau milieu de Love Story, j'ai fondu.

Un torrent, une cascade, que dis-je, un déluge. Je n'avais jamais autant pleuré de ma vie. À côté de moi, le Saint-Laurent avait

l'air d'une barboteuse. Mais ce cher Philippe avait tout prévu : il m'a tendu ses papiers-mouchoirs en souriant. Comment résister, il avait les yeux de Ryan O'Neal...

Le papier, c'est plus que du papier.

Rien d'étonnant à ce qu'un simple papier-mouchoir puisse être si utile. De fait, le papier joue un rôle essentiel dans nos vies et il ne se passe pas une journée sans qu'il contribue à pratiquement tout ce que nous faisons.

L'Association canadienne des pâtes et papiers

Ottawa n'a pas aimé l'attitude de Bob Rae

Une commission de l'ALENA s'installe à Montréal

OTTAWA — La commission environnementale créée en vertu de l'Accord de libre-échange nord-américain aura pignon sur rue à Montréal, a annoncé hier à Ottawa la ministre de l'Environnement, Sheila Copps.

par MICHEL HEBERT de la Presse canadienne

La commission devrait être opérationnelle dans deux mois, une fois que les autorités canadiennes, américaines et mexicaines auront choisi le directeur. La commission emploiera une trentaine de personnes provenant des trois pays signataires de l'ALENA.

« Nous avons considéré que Montréal était la ville hôte la plus appropriée parmi un groupe considérable de concurrents très imposants », a déclaré la vice-première ministre en conférence de presse hier.

Un choix politique, a toutefois admis Mme Copps. Les consultants KPMG, chargés de l'étude de localisation, n'ont pas recommandé Montréal, se contentant plutôt de dresser un profil socio-économique de chacune des 25

villes intéressées à accueillir cette commission.

« Nous sommes un parti politique qui prend des décisions politiques, a-t-elle dit franchement, on ne peut pas dire que c'est la décision de KPMG (les consultants), c'est la mienne ».

Mais Sheila Copps a nié que Montréal soit un « cadeau » au Québec et que sa décision ait été influencée par l'imminence des élections provinciales.

« Ça ne m'a pas passé par l'esprit », a-t-elle affirmé en précisant que le premier ministre Jean Chrétien lui avait donné carte blanche.

Si elle avait eu l'intention de faire un « cadeau », Mme Copps a soutenu qu'elle aurait recommandé Hamilton, principale ville de sa circonscription.



Le premier ministre Daniel Johnson observe le ministre des Finances, Paul Martin et le maire Jean Doré, se serrer la pince lors de la conférence de presse annonçant que la commission environnementale de l'ALENA s'installera à Montréal.

L'étude de KPMG précise que Montréal est une ville multiculturelle et l'un des « plus grands centres de congrès en Amérique du Nord ». Et, autre atout majeur, la métropole offre des services de traduction dans « toutes les langues officielles des Nations unies ».

Le grand nombre de liaisons aériennes Montréal-Mexico-Washington a été déterminant dans le choix de Montréal. Les consultants KPMG ont noté que Toronto offrait trois vols hebdomadaires

vers Mexico contre une trentaine pour Montréal.

Bob Rae

Les mauvaises relations entre le premier ministre Bob Rae et le

gouvernement fédéral auraient toutefois miné les chances de la Ville Reine. Mme Copps a souligné hier le manque de collaboration de Queen's Park dans ce dossier.

Répertoire des préjugés envers les autochtones

QUÉBEC (PC) — Pour combattre les préjugés les plus répandus sur les autochtones du Québec, le Secrétaire aux affaires autochtones vient de publier, dans le dernier numéro de la revue Rencontre, un petit guide, qui analyse les « lieux communs et préjugés » les plus fréquents.

D'abord, cette attitude qui consiste à croire que tous les autochtones sont du pareil au même. « Rien n'est plus faux », constate le Secrétaire en rappelant que les 100 000 autochtones, dont 55 000 vivent sur des réserves, se répartissent en 11 nations qui se différencient par la langue, les coutumes, le mode de vie, l'histoire et la situation géographique.

Il est aussi faux de croire, comme le font plusieurs Blancs, que les autochtones ne paient ni taxes ni impôts, explique le Secrétaire. Un Amérindien qui vit sur une réserve mais travaille à l'extérieur paie l'impôt sur son salaire. Les exemptions ne s'appliquent que si l'Amérindien vit et travaille sur la réserve même.

De ces préjugés en découle un autre voulant que les autochtones soient plus riches que les Québécois à cause des « privilèges » dont ils jouiraient.

Le recensement de 1986 indique un revenu moyen de 9900 \$ pour les autochtones vivant en réserve contre 17 100 \$ pour l'ensemble des Québécois. Quant à ceux qui croient que les lois sur la chasse et la pêche ne s'appliquent pas aux autochtones, le Secrétaire rappelle que chaque année, des Amérindiens doivent faire face à la justice.

Le Secrétaire nie également que les autochtones veuillent s'approprier la totalité du territoire québécois. Les réserves ne représentent actuellement qu'un % de tout le territoire québécois. Les revendications amérindiennes portent sur un territoire de 550 000 km carrés, soit le tiers du Québec, mais toute cette question est en négociation actuellement « avec une double préoccupation : répondre aux besoins des autochtones mais en tenant compte de l'ensemble de ceux des Québécois ».

Requin friand des morues du St-Laurent

OTTAWA — Un requin de petite taille infeste certaines zones du Saint-Laurent au grand dam des pêcheurs de morue du Québec.

par MICHEL HEBERT de la Presse canadienne

« On en trouve maintenant en quantité industrielle », a déclaré hier Jean Grégoire, le porte-parole du Regroupement des pêcheurs professionnels du sud de Gaspé devant le comité parlementaire sur les pêches.

Pouvant mesurer jusqu'à un mètre, ce petit requin, couramment appelé aiguillat commun, est friand de jeunes morues. Les pêcheurs révent de le commercialiser.

« Il y a eu une explosion de la population d'aiguillat commun dans le fleuve. Ils ont agrandi leur territoire du nord au sud, la zone d'Anticosti à Terre-Neuve en est infestée », a soutenu M. Grégoire, un pêcheur de métier.

Les pêcheurs du Saint-Laurent capturent annuellement « plusieurs milliers de tonnes » de ce requin, soit plus que ce qu'ils pêchaient en morue l'an dernier. En juillet, ce requin, aussi appelé « chien de mer », se lance à la poursuite de la morue qui, elle, pourchasse le caplan. L'augmentation des prises d'aiguillat commun a coïncidé avec la diminution des stocks de morues, ont constaté les pêcheurs.

Des bancs entiers d'aiguillat commun infestent le fleuve. Leur appétit, conjugué à celui de quelque quatre millions de phoques présents dans le golfe, a contribué à la chute des stocks de morue.

Mais c'est sans aucun doute la pêche spécialisée qui a plongé cet-

te industrie dans une crise sans précédent. Selon les pêcheurs gaspésiens, le fédéral doit émettre des permis les autorisant à pêcher plus d'une espèce de poisson. Munis d'un permis principal et de permis complémentaires, ils pourraient pêcher la morue ou le hareng et des crustacés, plus rentables sur les marchés de Boston et de New York. Ils ne seraient plus obligés de rejeter à la mer les uns ou les autres.

L'avenir de la pêche au Québec n'est pas rose. La Fédération des pêcheurs semi-hauturiers du Québec prédit que la moitié de la flottille québécoise disparaîtra peu importe le plan d'action que

proposera en mai prochain le ministre des Pêches, Brian Tobin. L'impact sera terrible sur la péninsule gaspésienne et dans les lies de la Madeleine.

Le porte-parole de la fédération, Jean Champoux, croit qu'il n'y a plus qu'une solution, celle de créer un « noyau central » de pêcheurs professionnels. Pour y parvenir, il faudra faciliter le rachat de permis de pêche, la vente de navires à des pays du tiers monde et offrir des programmes de pré-retraite raisonnables. La flotte québécoise comptera tout au plus 500 pêcheurs professionnels.

SOYEZ Indispensable
Devenez
• Programmeur-analyste (420.52)
• Technicien de micro-informatique (901.91)
• Gestionnaire de la micro-informatique appliquée (900.91)
Aide financière disponible
Cours menant à l'obtention d'une AEC ou d'un CEC
Cours de jour et de soir

Le Collège
INFORMATIQUE
MULTI
HEXA
Québec (418) 681-0082
Chicoutimi (418) 690-0079

PARLEZ ANGLAIS D'ICI L'ÉTÉ
POUR SEULEMENT 299\$*
Vous parlerez votre nouvelle langue plus vite que vous ne le pensiez, et ceci grâce à notre Méthode renommée mondialement, à nos professeurs qui enseignent leur propre langue, ainsi qu'au support pédagogique Berlitz! L'ambiance chez Berlitz est amicale et détendue et les horaires de cours à votre convenance, durant la journée, le soir ou le samedi.
Appelez-nous tout de suite! Renseignez-vous sur notre choix de programmes de cours privés ou de groupes.
- COURS DÉDUCTIBLE D'IMPÔT
*Prix calculé sur la base d'une classe d'au moins six (6) élèves
BERLITZ
5 PLACE QUÉBEC
529-6161
© 1994 Centre de Langues Berlitz

SUZUKI SIDEKICK 1994
4 portes 4 x 4
Prix proposé du manufacturier T.T.P. en sus
299\$** 36 MOIS
transport, préparation inclus
16995\$
- 1500\$
15495\$
3 ans dépannage routier sans restriction
35 milles au gallon
système d'alarme
siège banquettes
freins antiblocage arrière
Offres d'une durée limitée réservées aux particuliers s'appliquant aux véhicules vendus 1994 en inventaire. Prix basé sur base de 36 mois avec versement initial de 1346\$ (ou équivalent équivalent), transport et préparation inclus. Taxes en sus. Kilométrage limité à 81 000 km. Le coût du kilométrage excédentaire est de 4¢ par kilomètre. Sujet à l'acceptation du crédit.
Royal Suzuki 6345, boul. Hamel, L'Ancienne-Lorette
872-0005

MARINE & BLANC
NEW
CLASSIQUE MARINE & BLANC AUTHENTIQUE
OUVERT DIMANCHE
Place Ste-Foy (près d'Eaton) 650-5222
Place du Saguenay, Chicoutimi 698-0558

LES 4 JOURS DE PÂQUES
25%
Sur tous les vêtements HOMMES/FEMMES
30 et 31 mars, 1 et 2 avril
PERREAUULT
Place Ste-Foy 658-0081 • Galeries de la Capitale 626-7322

INF-IMPÔTS
J'ai vendu un immeuble en 1993, ai-je droit à mon exemption de 100 000 \$ relative au gain en capital?
Oui, si l'immeuble a été acquis avant mars 1992 et que votre situation fiscale le permet. Par ailleurs, le montant de l'exemption est réduit. Ainsi, afin de déterminer la portion non admissible à l'exemption, vous devez effectuer le calcul suivant:
Gain en capital X Nombre de mois de détention après février 1992
Nombre de mois total de détention de l'immeuble après 1971
LA CORPORATION PROFESSIONNELLE DES COMPTABLES GÉNÉRAUX LICENCIÉS DU QUÉBEC

La Constitution américaine complique la tâche du législateur

Il est plus facile de contrer la violence télévisée au Canada

WASHINGTON (PC) — Il est plus difficile d'en arriver à une entente sur la violence à la télévision aux États-Unis qu'au Canada en raison de

l'importance primordiale de la liberté d'expression dans la Constitution américaine.

C'est ce qu'a affirmé hier le prési-

dent de l'Association canadienne des radiodiffuseurs, Michael McCabe, alors qu'il prononçait une allocution à l'ambassade canadienne à Washington.

M. McCabe a affirmé que les radiodiffuseurs canadiens étaient chanceux d'avoir pu traiter de la question dans un contexte plus favorable à la coopération.

Les radiodiffuseurs américains sont en quelque sorte handicapés par l'important Premier amendement constitutionnel qui garantit la liberté d'expression, a-t-il soutenu. Chaque fois que le Congrès américain considère un projet de loi visant à contrôler la violence à la télévision, les radiodiffuseurs américains doivent immédiatement se déclarer contre parce qu'il pourrait limiter leur liberté d'expression.

La Charte canadienne des droits et libertés défend aussi la liberté d'expression, mais elle permet à une législation de limiter cette liberté si elle le fait de façon raisonnable.

Solution

M. McCabe avait été invité par l'ambassade canadienne à présenter la solution adoptée au Canada pour contrôler la violence à la télévision.

L'Association canadienne des radiodiffuseurs et le CRT se sont

entendus en octobre dernier sur un nouveau code qui interdit toute violence gratuite, confine la violence en soirée, prévoit une plus grande utilisation des mises en garde avant les programmes violents, et met en place un système de classification des différents programmes.

M. McCabe a affirmé qu'il ne voulait pas inciter le reste du monde à adopter la solution canadienne, mais simplement l'exposer.

Il a déclaré que plusieurs médias américains avaient critiqué cette solution parce que les radiodiffuseurs canadiens auraient « abandonné la valeur démocratique fondamentale de la liberté d'expression ».

M. McCabe a rejeté cette accusation, expliquant qu'il existait une caractéristique culturelle canadienne qui favorisait la reconnaissance de la responsabilité communautaire dans l'exercice des libertés individuelles.

Cultiver la liberté



Marie et Gérard Castonguay

« On a plus de temps pour penser à nous maintenant que les enfants sont grands! Nous sommes venus nous installer en plein cœur de la vie urbaine pour mieux en profiter! Le plus beau, c'est de ne pas être obligé de prendre l'auto pour le moindre déplacement. Ici, on est libre comme jamais! »

Vous pouvez bénéficier de l'aide financière du programme provincial «VIRAGE RÉNOVATION» de la Société d'habitation du Québec. Tous les renseignements sont disponibles à la Ville de Québec.



Subvention

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les différents programmes d'habitation de la Ville de Québec ou pour recevoir gratuitement le Guide de recherche de l'habitation à Québec:

691-7748



Québec, près de la vie!



Municipalité de l'année

INFO-IMPÔTS

J'ai un enfant de plus de 18 ans qui vivait avec moi en 1993. Ai-je droit à un crédit d'impôt?

AU FÉDÉRAL, vous n'avez droit à aucun crédit d'impôt, sauf si votre enfant souffrait d'une infirmité physique ou mentale. Par ailleurs, certains crédits relatifs aux études, non utilisés par l'étudiant, peuvent être transférés aux parents.

AU PROVINCIAL, vous avez droit au crédit d'impôt pour enfant à charge, si votre enfant est aux études à temps plein. De plus, s'il est aux études postsecondaires, un crédit d'impôt additionnel de 330 \$ par session complétée (sans excéder 2 sessions par année) est accordé. Si votre enfant n'est pas aux études vous pouvez avoir droit à un crédit d'impôt de 450 \$ pour autre personne à charge. Vous devez considérer le revenu de l'enfant dans le calcul des crédits.



LA CORPORATION PROFESSIONNELLE DES COMPTABLES GÉNÉRAUX LICENCIÉS DU QUÉBEC

Approchez, les amuseurs publics vous attendent!

Pour Pâques voyez à l'oeuvre les amuseurs du Festival d'Été International de Québec à Place Fleur de Lys. Venez rire, venez vous divertir en famille!

A compter de jeudi soir le 31 mars jusqu'au samedi 2 avril à 16 h.

- Vertigo et son énorme monocycle
- Mme Nuts, irrésistible sur ses échasses
- Popof l'acrobate, jongleur
- Paradox, l'extraordinaire mime-robot
- Bouton le clown
- Étienne Vendette, le magicien original

...Et plus...
Maquillage et petites gâteries!

JEUDI 31 MARS:
Maquillage: 18 h 30 à 20 h 30
Spectacles: 18 h 30 - 19 h - 19 h 15 - 19 h 30 - 20 h

VENDREDI 1^{er} AVRIL:
Maquillage: 14 h 30 à 17 h 30 - 18 h 30 à 20 h 30
Spectacles: 14 h 30 - 14 h 45 - 15 h - 15 h 30 - 15 h 45 - 16 h - 16 h 15 - 16 h 30 - 17 h - 17 h 15 - 18 h 30 - 19 h - 19 h 15 - 19 h 30 - 20 h

SAMEDI 2 AVRIL:
Maquillage: 10 h à 16 h 30
Spectacles: 10 h - 10 h 15 - 11 h - 11 h 15 - 12 h - 12 h 15 - 12 h 30 - 13 h - 13 h 30 - 14 h - 14 h 30 - 15 h 15 - 15 h 30

En collaboration avec

PLACE FLEUR DE LYS
c'est NOTRE centre!

Les Hurons érigent un autre camp dans la réserve

QUÉBEC — Des Hurons ont mis à nouveau Québec dans l'embarras en construisant récemment un deuxième campement « illégal » dans la réserve faunique des Laurentides, dans le secteur Sautauriski près du Petit lac à l'épaule.

par MARCO FORTIER
LE SOLEIL

Des agents de la faune du poste de Charlesbourg ont découvert les installations le 20 mars et ont transmis un rapport au sous-ministre adjoint de l'Environnement et de la Faune dès le lendemain, 21 mars, a appris LE SOLEIL.

Il s'agit vraisemblablement d'un campement temporaire, selon diverses sources fiables. Le bâtiment, bien en vue près d'un chemin emprunté régulièrement par les agents de la faune, aurait l'allure d'une grande tente soutenue par une solide armature.

« C'est de la provocation pure et simple », a confié un membre

du ministère de l'Environnement et de la Faune, joint par LE SOLEIL.

Le cabinet du ministre Pierre Paradis n'a émis aucun commentaire hier, mais les revendications territoriales autochtones sont une véritable patate chaude tant à Québec qu'à Ottawa. Les gouvernements sont tiraillés entre les textes de lois et l'interprétation qu'en font les Amérindiens.

Les Hurons revendiquent ainsi le droit de chasser, pêcher et traquer en priorité sur un vaste territoire profond de 190 kilomètres situé entre le Saguenay et le Saint-Maurice. Ils veulent jouir de ce qu'ils appellent leurs « droits ancestraux » même dans les parcs, réserves, pourvoies et ZEC.

Le 15 mars, moins d'une semaine avant la découverte du campement, le conseil de la nation huronne wendat déposait une injonction en cour supérieure. Il réclamait en outre le droit d'ériger des camps de chasse et de pêche sur leur « territoire traditionnel ».

Le conseil de bande huron disait ignorer hier l'apparition du nouveau campement dans la réserve des Laurentides. Christine Lainée, l'attachée de presse du chef Jocelyne Gros-Louis et Roger O. Picard, vice-grand chef, ont paru surpris lorsque LE SOLEIL les a joints.

— Un camp dans le parc ? Qui a construit ça, ce camp-là ? a dit M. Picard.

Impossible de savoir qui a été interpellé par les agents de la faune, ni leur nombre. Il s'agit cependant bel et bien de Hurons, ont

confirmé des sources fiables.

Des Hurons avaient commencé l'automne dernier à construire une habitation près du lac Archambault, dans le parc de la Jacques-Cartier. Une injonction leur

interdit jusqu'au 3 juin d'occuper le bâtiment.

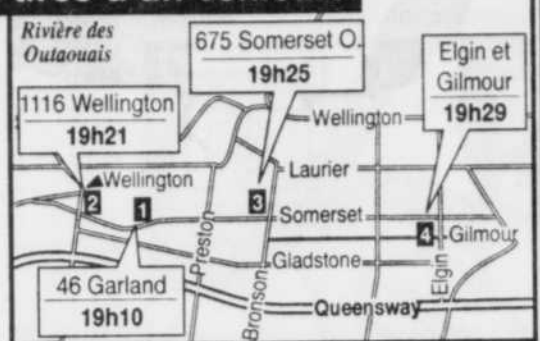
Certains disaient qu'il s'agissait d'une « long house », une maison traditionnelle autochtone. Des Hurons ont soutenu que le bâti-

ment n'avait rien de traditionnel et s'apparentait davantage au simple camp de pêche.

Construire un campement dans un parc est une infraction passible d'une amende de 200 \$.

Coups de feu tirés d'un véhicule

Des coups de feu ont été tirés d'un véhicule en marche, dimanche soir, dans les rues du centre-ville d'Ottawa. Les premiers tirs ont retenti vers 19 heures, quand on a fait feu en direction de deux épiceries et d'un restaurant.



Alerte générale

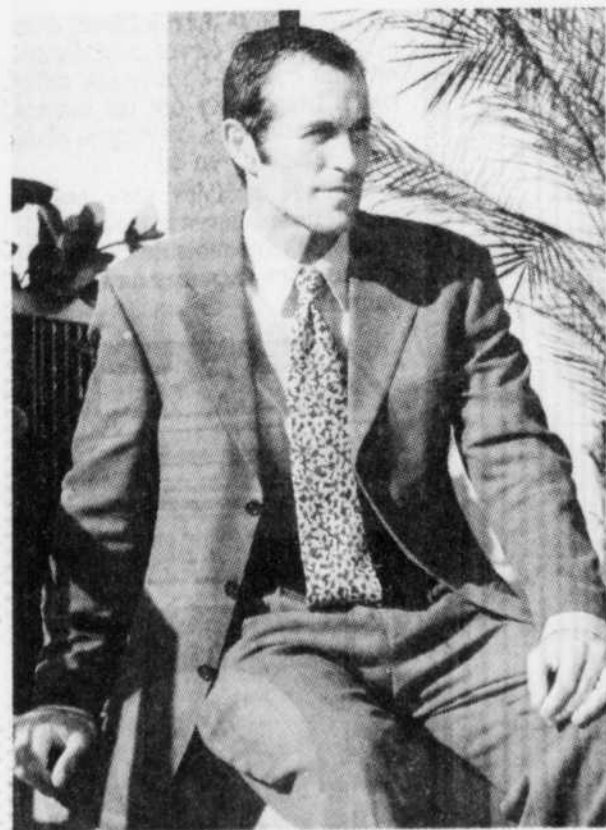
OTTAWA (PC) — La Police d'Ottawa est sur le qui-vive à la suite de la série de fusillades qui a entraîné la mort d'un jeune Britannique de 27 ans qui se promenait sur la rue Elgin, dimanche soir. Tous les corps policiers de la région sont présentement sur un pied d'alerte, prêts à fournir aux enquêteurs de la police d'Ottawa le moindre indice qui pourrait conduire à l'arrestation des trois individus soupçonnés d'être à l'origine de ces incidents. Parallèlement, on a lancé un appel à la population afin de trouver des témoins ou d'obtenir des indices qui pourraient faciliter le déroulement de l'enquête. « Nous prenons l'affaire très au sérieux. Nous en avons fait notre priorité pour l'instant », a indiqué le sergent Sue O'Sullivan, de la Police d'Ottawa, en soulignant qu'on n'excluait pas la possibilité d'une récidive de la part des tireurs fous.

Fini les Faux Plis!

La nouvelle technologie donne des lainages qui accroissent l'apparence, le confort et la durée des complets



Complet havane «haute torsion» de Sedgewick par Cambridge. 695 \$



Complet «haute torsion» Hugo Boss. 775 \$

Le complet qui résiste aux faux plis est le fruit d'une amélioration de ce que la nature fait déjà si bien. Ce que nous prouve la nouvelle génération de complets Harry Rosen.

Tous pure laine. Jamais la nature n'a inventé un meilleur tissu pour le complet. En ce qui concerne la résistance aux faux plis, ces laines surpassent toutes celles qui les ont précédées.

Résultat? Des complets qui offrent à l'homme d'affaires qui passe des heures en avion le confort



Complet Performa JP Tilford par Samuelsohn. 795 \$

dont il a besoin. Des complets légers d'une incroyable solidité. Des complets d'une qualité exemplaire qui gardent leur belle apparence et leur confort douze mois par an. Chacun des fournisseurs de Harry apporte une contribution unique en matière de style: coupe droite ou croisée, vestons à 2 ou 3 boutons et une palette de coloris variée. Du 38 court au 48 long — et même au 50 long dans certains magasins.

À bonne technologie, bonne psychologie. C'est pourquoi, mieux va le complet, mieux vous allez.

HARRY ROSEN

PLACE STE-FOY • 657-5465

[démystifier]

C'est ce que fait Lépine Cloutier

en vous offrant

son Dossier Sépulture

Qu'est-ce que la sépulture? De tout temps, l'être humain a voulu laisser derrière lui des traces de son passage. On n'a qu'à penser aux pyramides égyptiennes et aux tombeaux des pharaons. Encore aujourd'hui, nous accordons une attention particulière à notre dernier lieu de repos et à celui des nôtres.

Saviez-vous qu'il existe plusieurs types de sépulture? Outre la traditionnelle mise en terre, d'autres options peuvent maintenant être envisagées. La crémation, qui est devenue le choix privilégié dans plus d'un cas sur trois, ouvre la voie à de nouvelles façons de faire, dont le dépôt de l'urne dans un columbarium. Il existe également la possibilité de placer le cercueil dans un enfeu (une crypte) d'un mausolée. Le columbarium et le mausolée témoignent ainsi du passage tout en offrant un lieu de référence aux proches afin de garder le souvenir présent.

Le Dossier Sépulture. Dans le but de répondre à vos questions sur la sépulture, Lépine Cloutier a préparé le Dossier Sépulture. Ce document traite également de l'arrangement préalable, lequel vous assure la tranquillité d'esprit quant aux dispositions qui seront prises lors de votre décès, tout en évitant bien des soucis à vos proches dans ces heures d'affliction. Vous pouvez obtenir gratuitement le Dossier Sépulture en complétant le coupon ci-dessous. Retournez-le à Lépine Cloutier, C.P. 1343, Québec (Québec) G1K 3P9. Vous pouvez également communiquer avec nous au 529-3371.



Je désire recevoir gratuitement le Dossier Sépulture et avoir plus d'informations sur l'arrangement préalable.

Nom: _____

Adresse: _____ Ville: _____

Code postal: _____ Téléphone: _____

Lépine Cloutier
LE RESPECT DU DÉTAIL

LE MONDE



Victoire de Berlusconi à la tête de la droite divisée à souhait en Italie

ROME (AFP, AP, Reuter) — La droite italienne, emmenée par le magnat de la télévision privée Silvio Berlusconi, est sortie victorieuse (47,1% des voix), hier, des élections législatives italiennes mais ne semble pas en mesure de former rapidement un gouvernement.



Le magnat italien Silvio Berlusconi.

Le « pôle des libertés », composé de trois formations hétérogènes — le mouvement ultra-libéral de Silvio Berlusconi Forza Italia, le Mouvement social italien (MSI, néofasciste et nationaliste) et la Ligue du nord (fédéraliste), semble déjà profondément divisé même s'il paraît devoir disposer d'une majorité absolue à la chambre.

Selon les sondages effectués à la sortie des urnes, la droite obtient 325 entre 325 et 345 sièges contre 225 à 245 au Pôle progressiste mené par l'ex-communiste Achille Occhetto. La Chambre compte 630 députés.

Cette percée de Forza Italia, mouvement créé il y a moins de deux mois et qui est devenu le premier parti politique de l'Italie, s'est effectuée au détriment de la Ligue du nord, ce qui crée ainsi les premières difficultés au sein du « pôle des libertés » pour la constitution d'un gouvernement.

« Je suis prêt à assumer la responsabilité du gouvernement », a déclaré Silvio Berlusconi. Mais le chef de la Ligue du nord Umberto Bossi a immédiatement indiqué

qu'étant un homme d'affaires, Silvio Berlusconi — propriétaire du premier groupe de communication italien Fininvest — ne pouvait diriger le gouvernement. Il a également averti qu'il lui est impossible de gouverner avec « les fascistes » représentant « la force ethnique du sud », formule désignant le MSI.

De son côté le secrétaire du MSI Gianfranco Fini s'est prononcé pour que M. Berlusconi soit président du Conseil et averti qu'il n'était pas possible de se passer des 13% de voix obtenus par son mouvement pour former un gouvernement.

La gauche, emmenée par le Parti démocratique de la gauche (PDS, ex-parti communiste) n'a

zone traditionnelle d'influence. Le secrétaire du PDS, Achille Occhetto, a reconnu que la droite avait gagné, mais a estimé que celle-ci « ne serait pas capable de donner un gouvernement au pays ».

Paolo Flores d'Arcais, directeur de Micromega (revue de réflexion de gauche), a estimé que « le PDS payait aujourd'hui les erreurs des années 1980. Il n'avait pas su, alors, rompre avec la tradition communiste et en même temps faire une opposition plus radicale à la démocratie chrétienne, qui était au pouvoir avec le Parti socialiste ».

Le centre démocrate-chrétien est le grand perdant de ces élections. De premier parti politique qui a gouverné l'Italie pendant près de 50 ans, il passe en troisième position avec 17-18% des voix, alors que 24% de son électoral s'est reporté sur Forza Italia et 16% sur le MSI.

pas su attirer vers elle l'électorat modéré. En ne recueillant, selon les projections, qu'entre 33 et 35% des voix, elle n'a pas dépassé sa

INF-IMPÔTS

Qui de moi ou de mon conjoint peut demander les frais de garde d'enfants ?

AU PROVINCIAL, les frais de garde d'enfants peuvent être réclamés par l'un ou l'autre des conjoints, sans toutefois que la déduction excède le revenu gagné par le conjoint ayant le revenu net le plus faible.

AU FÉDÉRAL, normalement le conjoint ayant le revenu net le plus faible (ceci inclus un revenu de zéro ou un revenu négatif) doit déduire les frais de garde d'enfants. Cependant, le conjoint à revenu net plus élevé peut déduire ces frais si :

- les conjoints vivaient séparés à la fin de l'année et ce depuis au moins 90 jours ; ou
- le conjoint à plus faible revenu souffrait d'une infirmité mentale ou physique, ou s'il était en prison durant l'année (au moins deux semaines), ou s'il était étudiant à temps plein dans un établissement admissible.



LA CORPORATION PROFESSIONNELLE DES COMPTABLES GÉNÉRAUX LICENCIÉS DU QUÉBEC

Recul de Balladur mais pas des jeunes

PARIS (AFP, Reuter) — Le gouvernement français s'est finalement résolu, hier, à abandonner les contrats d'insertion professionnelle (CIP) contestés par les jeunes, préparant progressivement, par des déclarations soigneusement dosées, l'opinion publique à son revirement.

Cette décision a cependant été fraîchement accueillie par les lycéens et étudiants, qui ont maintenu une manifestation nationale pour jeudi, pour obtenir un retrait définitif des décrets créant ces contrats.

Intervenant à la télévision, le ministre du Travail, Michel Giraud, a annoncé que le gouvernement avait « décidé, dès à présent, de suspendre le contrat d'insertion professionnelle, dans le but de le supprimer » et de le remplacer par un autre, d'ici une semaine, de concert avec les jeunes.

Le premier ministre Edouard Balladur avait préparé cette retraite de son gouvernement, dimanche soir, s'adossant ainsi sur les bons résultats de la droite modérée aux élections locales.

Les CIP prévoyaient des rémunérations inférieures au salaire minimum légal pour les 750 000 jeunes chômeurs (25%), en échange d'une formation.

Les CIP avaient suscité, dès leur annonce, fin février, une très vive opposition de la jeunesse et une nette froideur de la part de la majorité gouvernementale. En dépit de remaniements successifs, la grogne et la colère des jeunes n'a fait que s'amplifier.

Percevant ces contrats comme une véritable atteinte aux droits de la jeunesse, des dizaines de milliers de lycéens et étudiants ont manifesté, presque quotidiennement, à travers toute la France, provoquant l'une des crises les plus graves qu'ait eu à affronter M. Balladur depuis sa prise de fonctions, il y a un an.

Après avoir cédé dans le conflit d'Air France, en octobre, et dans celui des marins-pêcheurs, en février, et après l'échec de sa réforme de l'enseignement, en janvier, M. Balladur ne pouvait se permettre de retirer purement et simplement ses décrets, d'autant qu'il s'affiche de plus en plus clairement comme candidat à l'élection présidentielle de mai 1995.



Ce n'est pas qu'on ne puisse pas les construire plus vite. C'est qu'on ne veut pas.

En construisant la nouvelle Mercedes de Classe C, nous n'avions aucune idée de la vitesse à laquelle elle partirait. Pas sur la route, mais de nos salles de vente.

Nous sommes convaincus que la rapidité de notre succès est due en grande partie à la lenteur de notre chaîne de montage. Nous n'avons pas plus recherché les raccourcis lors de sa construction que vous ne le ferez quand vous la conduirez.

Prenez la structure de la carrosserie, par exemple. Sur la Classe C, elle est soudée en plus de 5800 points pour assurer la rigidité structurelle. Les panneaux latéraux

monopieces sont d'abord soudés par des robots, puis vérifiés au laser. Bien que cette pratique n'économise en rien le temps, elle pourrait très bien vous sauver la vie en cas d'accident.

Les garnitures en bois rare* sont choisies et poncées à la main par des artisans chevronnés. Elles sont ensuite acheminées vers la chaîne de montage où elles sont mises en place avec le même soin méticuleux.

C'est en fin à des ouvriers spécialisés qu'incombe la tâche de mettre en place, à la main, le moteur, la boîte et l'arbre de transmission de chaque

Mercedes. Et chaque carrosserie est peinte selon un processus unique qui fait entrer en jeu sept couches protectrices différentes.

Tout ce temps investi à la quête de la perfection permet d'arriver à une voiture conçue pour durer non pas des années, mais des décennies.

Bien plus de temps qu'elles ne passeront dans nos salles de vente. Pour tout renseignement sur la Classe C, composez 1 800 387-4632.



AAC Automobile Journalists Association of Canada



La Classe C À partir de 34 350\$*

Chatel Automobiles (1992) Ltée., 1350, rue Bouvier, Québec (418) 628-6336

*Non offert sur la C220 Édition Spéciale. *Prix de détail suggéré par le constructeur pour le modèle de base. Frais de livraison, de préparation, d'immatriculation, d'assurances, taxes et options en sus. Un concessionnaire peut offrir un prix moindre. ©Mercedes-Benz Canada Inc., 1994. Toronto, Ont. Membre du groupe Daimler-Benz.

ÉDITORIAL

La place qui leur revient

Le Conseil de la famille du Québec vient de rendre un avis que l'on pourrait qualifier de signe des temps. Cette opinion porte sur la solidarité qui doit exister entre grands-parents et petits-enfants.

Il y a un demi-siècle, de tels propos seraient passés inaperçus. Mais en ces années où les familles sont violemment secouées par des vents contraires, la place des grands-parents est emportée dans la tourmente. Isolés, ils risquent de s'interroger sur leur rôle dans la famille.

Aussi l'avis du Conseil de la famille est-il intéressant parce qu'il fait une bonne analyse des conditions de la famille actuelle et des besoins des générations extrêmes. Il situe les relations entre grands-parents et petits-enfants au sein des nouvelles réalités.

Les premiers, malgré leur âge plus avancé, ressentent toujours le besoin de se réaliser, c'est-à-dire de développer leurs potentialités. L'estime d'eux-mêmes dépend beaucoup du sentiment d'être encore utiles.

La perspective d'apporter leur contribution aux générations montantes leur donne ce sentiment d'avoir encore de la valeur. Leur rôle auprès de leurs petits-enfants comble leurs besoins affectifs et leurs désirs de valorisation.

Quant aux petits-enfants, ils peuvent trouver en leurs grands-parents un appui, un modèle et une source. Plusieurs enfants d'aujourd'hui sont laissés à eux-mêmes parce que les responsabilités parentales sont mal assumées ou parce que les couples sont instables, précaires ou surchargés. Dans ces cas, les grands-parents peuvent jouer un rôle d'appui et de stabilité.

Les petits-enfants peuvent aussi voir dans leurs grands-parents un modèle de vie. Gens d'expérience, les aînés peuvent être des conseillers pleins de sagesse. Leur sagesse, assaisonnée d'affection et éloignée de tout souci d'autorité, est éducatrice.

Enfin, les petits-enfants ont besoin de leurs grands-parents pour maintenir la continuité familiale et sociale. On reproche aux nouvelles générations de ne rien savoir de ce qui les a précédés. Les aînés sont les meilleurs témoins de l'histoire de la famille et de ses racines sociales.

Les relations entre générations doivent baigner dans un climat de confiance, de tendresse et d'amour. Aussi serait-il faux de croire que c'est par des législations que l'on peut forcer des personnes à s'estimer et à s'entraider. La loi ne pourra jamais contraindre des individus à s'aimer, même s'ils ont des liens de parenté.

Cela s'apprend quand on est jeune. C'est surtout par l'éducation reçue au foyer et l'exemple que les petits-enfants verront dans leurs grands-parents des personnes à chérir.

Cette tâche de bâtir des ponts entre les générations revient aux parents. Sans le lien qu'ils peuvent apporter entre les grands-parents et les petits-enfants, la solidarité entre les aînés et les enfants ne saurait exister.

Les conditions sociales ont porté un coup dur aux valeurs que nous avions. Les familles en ont subi les contrecoups. Le modèle familial traditionnel s'est fractionné en plusieurs types. Qu'elles soient classiques, élargies ou reconstituées, des familles plus fortes et plus solidaires demeureront toujours un des meilleurs appuis de notre société.

JEAN MARTEL

Point de vue

Sauvons la musique du 22e

par MARIE LECLERC

(Extrait d'une lettre envoyée à M. David Collenette, ministre de la Défense nationale, au sujet de la décision de mettre fin aux opérations de la Musique du Royal 22e Régiment)

Il peut sembler naïf et dérisoire de prendre la défense d'une institution musicale, bien inscrite dans la tradition militaire canadienne, au moment où votre gouvernement amorce des coupures majeures dans les effectifs militaires.

Les membres de notre organisme, la Conférence permanente, Québec ville d'art, sont plutôt convaincus que vous feriez une très grave erreur en n'assurant pas la survie de la Musique du Royal 22e Régiment, à la Citadelle de Québec.

Pour atteindre des objectifs de réduction de budget de l'armée, faut-il oublier que certaines coupures portent un impact démesuré sur la vitalité culturelle d'une région comme Québec?

Dans le cas de la Musique du Royal 22e Régiment, on supprimerait instantanément une institution structurante du monde de la musique et un débouché majeur pour les musiciens d'ici.

En effet, la Musique du Royal 22e Régiment était mise en place dès les années 1920;

elle a été dirigée par des chefs prestigieux — dont Edwin Bélanger, pendant 25 ans — membres des Forces armées canadiennes. Elle est la seule à offrir des débouchés importants aux musiciens jouant des instruments à vent, ainsi qu'aux bois.

Sa qualité est reconnue et sa réputation à travers le monde est enviable. La musique a fait partie dès ses débuts de l'histoire et assure avec brio un rayonnement au Royal 22e Régiment, seul régiment francophone canadien.

C'est pourquoi nous vous demandons instamment, comme ministre de la Défense nationale:

1 — de surseoir à la cessation des activités de la Musique du Royal 22e Régiment;

2 — en concertation avec le ministère des Communications (patrimoine) de compléter un plan de consolidation et de développement de la Musique du Royal 22e Régiment, incluant la possibilité de l'incorporation de cette formation musicale et la recherche de marchés indépendants pouvant s'ajouter à celui des Forces armées canadiennes.

Ex-conseillère municipale à Québec, Mme Leclerc est présidente de la Conférence permanente de Québec ville d'art.

LE SOLEIL

Président du conseil d'administration:
PIERRE DES MARAIS IIPrésident et Éditeur:
GILBERT LACASSEEditeur adjoint et rédacteur en chef:
J.-JACQUES SAMSONDirecteur de l'information:
ANDRÉ FORGUES

Une stratégie à revoir

Quand le caucus libéral s'est réuni à Bromont, le mois dernier, le député de Papineau, Norman MacMillan, a suggéré à son chef d'attaquer davantage le projet souverainiste du PQ. C'est comme ça que les libéraux auraient peut-être une chance de remporter les prochaines élections, croyait-il.

Quand on lui a demandé ce qu'il pensait de la suggestion, le premier ministre Johnson n'a pas eu l'air très impressionné. Le gouvernement avait déjà son « agenda » politique, a-t-il expliqué et il n'entendait pas en changer. S'cusez.

Le problème, c'est qu'il semble aller nulle part avec son « agenda », sinon vers une cuisante défaite. Après la mini lune de miel consécutive à la baisse de la taxe sur le tabac, le poids de huit ans de règne libéral semble finalement peser plus lourd dans la balance que la supposée nouveauté incarnée par M. Johnson.

Le sondage Crop-La Presse-TVA de la fin de semaine, qui accorde six points d'avance au PQ et surtout 24 points chez les francophones, est très inquiétant pour les libéraux. Il y a parfois des renversements dramatiques durant une campagne électorale, mais c'est plutôt rare. Si le PLQ doit décoller, il faut que ça se produise maintenant. Bientôt il sera trop tard, que les élections aient lieu en juin ou à l'automne.

Après un premier mois assez réussi, M. Johnson n'a pas pu soutenir son momentum. Manifestement, ni le congrès d'orientation du PLQ, ni le message inaugural n'ont impressionné l'électorat. Et ce ne sont certainement pas les prévisions de dépenses présentées la semaine dernière qui vont changer quoi que ce soit. Il ne reste plus que le budget.

Ce qui est embêtant, c'est qu'avec des sondages comme celui-là, M. Johnson risque d'avoir du mal à convaincre d'éventuels « gros » candidats de quitter un poste avan-

La chronique de
Michel
DAVID

tageux pour se lancer dans une aventure à l'issue très incertaine. Dans sa composition actuelle, l'équipe libérale n'est pas de taille à rivaliser avec celle rassemblée par le PQ.

C'est vrai que la victoire des grands frères fédéraux, l'automne dernier, a été impressionnante et qu'il est tentant d'essayer la même recette. Sauf que M. Chrétien ne s'était pas enfargé dans les chiffres. Avec ses emplois gonflables et multipliables, pendant que les usines ferment, M. Johnson commence à avoir un problème de crédibilité.

Je veux bien que le premier ministre ait son « agenda », mais je me demande bien pourquoi il tient à s'enfermer dans une stratégie qui le place sur la défensive alors qu'il serait si simple d'attaquer. Continuellement mis en demeure d'expliquer comment il va stimuler une économie sur laquelle il n'a pratiquement aucun contrôle, il ne peut que perdre des points.

Norm MacMillan n'est peut-être pas le plus sophistiqué des députés libéraux, mais il a tout de suite vu ce qui semble échapper aux brillants cerveaux du bunker : le point le plus vulnérable du PQ, à part son chef, c'est son option souverainiste. Le sondage Crop-TVA-La Presse est très clair à cet égard : les Québécois ne sont pas prêts à se séparer. Surtout pas avec Jacques Parizeau.

Quand Lucien Bouchard et lui ont commis l'imprudence de prononcer le terrible mot qui commence par un « s », M.

Johnson a semblé vouloir orienter le débat dans cette direction, mais il est aussitôt revenu à son « agenda ». Il a bien le droit, mais en faisant porter l'élection sur la gestion gouvernementale, il fait le jeu du PQ.

Bien sûr, il y a un risque à introduire un élément référendaire dans l'élection. Si les libéraux la perdent, ils pourront difficilement prétendre ensuite que la souveraineté n'était pas un enjeu. Mais qui ne risque rien n'a rien.

L'honorable sénateur Jean-Claude Rivest, qui en connaît un bout en matière de stratégie, me suggérait récemment de relire le projet de rapport de la commission parlementaire qui s'était penchée, en 1992, sur les conséquences de la souveraineté. Il y a là tout ce qu'il faut pour lancer un bon débat, disait-il. Je me demande si M. Johnson n'aurait pas intérêt à le relire, lui aussi.

Sans vouloir lui faire injure, il devrait aussi se replonger dans un manuel d'histoire du Québec depuis la Deuxième Guerre mondiale. Il se rendrait compte que personne n'a réussi à être élu premier ministre sans jouer, à un degré ou un autre, la carte nationaliste. À commencer par son père.

Les allusions de fin de discours à la « société distincte » et à la pérennité du fait français ne suffiront pas à améliorer sa cote chez les francophones. Pourtant, ça ne devrait pas être si difficile de chialer un peu contre Ottawa. Robert Bourassa, qui n'était pas un violent, mais qui connaissait son monde, se faisait un devoir de dénoncer périodiquement le « fédéralisme à genoux », pendant qu'il négociait en cachette.

D'ailleurs, un gouvernement nationaliste à Québec est la meilleure garantie contre la souveraineté. Les Québécois n'en sont pas à une contradiction près. Plus que jamais, ils semblent apprécier le confort de l'entre-deux-chaises. Mais il ne faut quand même pas trop les écarter.

Votre Opinion

Décision indécente

(Lettre à M. Michel Gervais, recteur, université Laval)

Nous avons appris, sans trop y croire au début, la décision du conseil d'administration à l'effet d'autoriser l'augmentation de votre salaire, celui des vice-recteurs et des vice-recteurs adjoints. Et puis, la consternation s'est installée... Cette décision est bel et bien réelle! 44 000 \$ d'augmentation en ce qui vous concerne... *inimaginable!*

L'université n'est-elle pas en situation de compression budgétaire? C'est en tout cas le prétexte donné pour geler les salaires de tous vos employés, pour couper dans les services de tout ordre et dans les effectifs (personnel administratif, chargés de cours, etc.), pour augmenter les frais de scolarité! Oh! bien sûr, votre salaire est gelé... mais avec un dégel rapide et confortable, n'est-ce pas!

Dans quelle réserve allez-vous piger pour réaliser cette augmentation pour le moins énorme, voire *éléphantinesque*? Sur celle destinée à l'équité sala-

riale, peut-être? Les salaires de vos employés vont-ils devoir encore attendre plusieurs lunes pour voir l'injustice disparaître? Que voulez-vous, nous avons beaucoup de mal à croire que vos fins de mois sont plus difficiles que les nôtres!

Un seul mot peut qualifier cette décision : *indécence!*

Nous espérons que vous allez faire renverser cette décision dans les plus brefs délais. C'est le seul et unique moyen de nous prouver que nous pouvons encore faire un peu confiance à nos employeurs.

Marie-Claude Jovet et 10 autres signataires pour le personnel administratif, département d'économique, université Laval

Un an de salaire

(Lettre au recteur de l'université Laval)

Recteur, vous voulez nous faire croire que votre travail vaut 190 000 \$ par année, à moi et à tous ces pauvres étudiants endettés par-dessus la tête? Vous avez besoin de 25 000 \$ de plus par année? Non mais, pour qui

vous prenez-vous, ô recteur? Savez-vous que votre simple augmentation de salaire me permettrait de vivre, de manger et de faire partie une fois pour toutes de la classe des « prolétaires » que vous avez défendue avec les 7véques! Ce qu'il ne faut pas entendre!

J'ai 28 ans, je suis diplômé comme enseignant en géographie depuis 1989 et je n'ai toujours pas accédé à la « sacro-sainte » sécurité d'emploi. Pire encore, je n'ai même pas d'emploi. Je fais partie de ce qu'il serait convenu d'appeler la « génération sacrifiée de diplômés ». Tout ça pour dire que la coupe est pleine.

Guy Lajoie
La Malbaie

Un scandale

On peut se scandaliser des salaires exorbitants des joueurs de hockey. Mais il faut dénoncer avec véhémence un recteur d'université qui se laisse attribuer un salaire de 198 000 \$ quand ses sujets soumis, les étudiants, sont encore écrasés sous une

majoration de leurs frais de scolarité.

Quand on est en récession, quand on est étouffé par une dette astronomique, quand on n'a pas même l'imagination ou les moyens de créer des emplois pour la jeunesse qui a pourtant le cœur de s'instruire, quand on est aux commandes d'un bateau qui coule, il est indécent, il est de la plus haute immoralité, M. le philosophe et théologien, de s'enrichir sur le dos de ceux-là mêmes dont on prétend être le sauveur, le guide, le recteur.

Bien sûr que vous n'y êtes pour rien, car c'est le comité d'administration qui vous impose un tel salaire. En recteur soumis et obéissant, vous n'y pouvez rien.

Je rêve quand même du jour où ceux qui logent aux étages supérieurs de la société soient vraiment au service de leurs frères afin que soient toujours un peu moins misérables ceux qu'abritent les sous-sols. Voilà qui s'appelle de la grandeur d'âme.

Alcide Paradis
Sainte-Foy

Il tue une fillette de 12 ans dans une classe

MIDDLESBOROUGH (Reuter, AP, AFP) — Un homme masqué en treillis de combat a fait irruption, hier, dans une école anglaise, où il a tué une fillette de 12 ans et en a blessé deux autres grièvement à coups de couteau, a rapporté la police.



La victime, Nikki Conroy.

Stephen Eilkinson, 29 ans, sans emploi et résidant de Middlesborough, brandissant un couteau et un pistolet, a obligé l'institutrice à quitter la classe de 25 élèves avant d'ordonner à ceux-ci de s'aligner contre un mur, les garçons devant fermer les yeux et s'agenouiller.

Il semble avoir lacéré les jeunes filles qui criaient. L'une d'elles, Nikki Conroy, a été tuée dans la classe et deux autres élèves ont été hospitalisées pour blessures par lacération.

Deux enseignants de la Hall Garth School, proche de Middlesborough (nord-est de l'Angleterre), se sont précipités dans la classe et ont maîtrisé le tueur en le plaquant au sol.

Un élève de l'école a déclaré à la BBC-Télévision que l'intrus avait crié à la classe: « Ils m'ont tué et maintenant ils vous ont tous tués ».

« La raison de cette agression reste un mystère complet », a dit le chef de la police régionale lors d'une conférence de presse. « Nous ne savons pas si l'une ou l'autre des victimes était connue de l'agresseur. Pour le moment, son acte paraît totalement dépourvu de motif ».

Percée des islamistes en Turquie

ANKARA (d'après AFP) — Le parti islamiste de la Prospérité (PP) a fait retentir un coup de tonnerre, hier, en émergeant comme le grand bénéficiaire des élections municipales de la veille en Turquie, où sauf surprise, il devrait s'emparer notamment de la mairie d'Istanbul.

La stupeur, dans le seul pays musulman laïc, démocratique et membre du camp occidental, était à la mesure de la performance de ce parti. Le PP a presque doublé ses voix par rapport aux précédentes municipales de 1989 (près de 18% contre 9,8%) et s'adjugeait 14 postes de chefs d'assemblées provinciales sur 49 dépourvues, sur un total de 76, alors qu'il n'en avait gagné que trois en 1989.

À Istanbul, première ville du pays avec 10 millions d'habitants, le « Refah » (prospérité en turc), qui affiche des idées résolument anti-occidentales et hostiles au tourisme, a remporté 15 des 33 arrondissements de la ville et son candidat à la mairie de la ville, M. Tayyip Erdogan, était solidement en tête, hier soir, après décompte de 70% des suffrages.

À Ankara, son candidat à la mairie, classé deuxième, n'était distancé que de peu.

À l'échelle nationale, le PP n'arrivait toutefois qu'en troisième position, derrière le Parti de la Juste Voie (PJV, droite) du premier ministre Tansu Ciller (23,35%) et le Parti de la Mère Patrie (PMP, centre-droit, premier parti d'opposition) de M. Mesut Yilmaz avec 21,19%. Il devançait le Parti Populiste Social Démocrate (PPSD, centre-gauche, partenaire du PJV dans la coalition gouvernementale) du vice-premier ministre Murat Karayalcin crédité de 12,62%, et neuf autres partis moins importants.

Bien implanté dans les banlieues populaires des grandes villes grâce à son action sociale en profondeur et tenant déjà quelques fiefs dans le centre du pays comme Konya, le Refah a bénéficié d'un vote de rejet des partis traditionnels corrompus.

Il a également profité du retrait du Parti pro-kurde de la Démocratie (DEP) dans le sud-est à majorité kurde.



L'arme qui a tué le Mexicain Luis Colosio

Une image vidéo de la télévision montre clairement un pistolet pointé sur le candidat aux élections présidentielles du Mexique, Luis Colosio, mercredi dernier, au cours d'une manifestation électorale à Tijuana. Un cinéaste amateur mexicain non identifié a croqué cet instant historique et transmis son vidéo à une station de télé argentine. On ne voit pas clairement l'assassin, Aburto Martinez, mais l'arme du crime pointée sur la tête du politicien est bien en évidence. Un complice de Martinez est recherché par Mexico.

Guerre des extrêmes en Ukraine

KIEV (d'après AFP) — La guerre des extrêmes se profile en Ukraine, où les premiers résultats des élections législatives de dimanche conduisent au nouveau parlement des forces aux idéaux contradictoires, tandis que le séparatisme pro-russe de régions entières du pays se confirme.

En Crimée, presque la stratégie de la mer Noire peuplée à 67% de Russes, comme dans la région industrielle et minière du Donetsk (est), les résultats de « sondages » dénotent une volonté très forte de rapprochement avec Moscou: dans le Donbass, selon des résultats préliminaires, 87 % des « sondés » se sont prononcés pour l'usage du russe et de l'ukrainien comme langues officielles, et 85 % pour une adhésion complète à l'Union économique de la CEI, qui

signifierait un retour à la zone rouble et à un système bancaire unique.

La tendance est encore plus nette en Crimée, où le « Bloc Russe » du président séparatiste Iouri Mechkov semble emporter la majorité des sièges au parlement local et où les électeurs se sont prononcés massivement en faveur de la double nationalité russe et ukrainienne.

La situation est d'autant plus

inquiétante pour Kiev que M. Mechkov a d'ores et déjà annoncé son intention de transformer ce sondage dépourvu de valeur juridique en loi publique.

« La crise va s'aggraver », ont déclaré à Simféropol des leaders des Tatars de Crimée — qui soutiennent Kiev — et de partis ukrainiens.

Reconnaissant au cours d'une conférence de presse lundi la victoire au premier tour du « Bloc Russe », ils ont dénoncé des « violations grossières » des règles électorales et ont critiqué le président ukrainien Léonid Kravtchouk pour « ne pas avoir pris de mesures suffisantes pour assurer le maintien de l'ordre en Crimée ».

En Bref

■ Hausse de dix points de la cote de Clinton

WASHINGTON (AP) — La cote de popularité du président Bill Clinton a enregistré une remontée spectaculaire de dix points après sa conférence de presse de la semaine dernière principalement consacrée au scandale Whitewater, selon un sondage réalisé pour ABC News et le « Washington Post ». Selon ce sondage, 57% des Américains ont une opinion favorable du travail accompli par leur président alors qu'ils n'étaient que 47% dans un sondage du 22 mars; 41% ont une mauvaise opinion de Bill Clinton. En outre, 56% pensent que l'affaire Whitewater n'est pas importante tandis que 40% ont un avis contraire; 69% pensent que cette affaire détourne le gouvernement de sa tâche et 71% estiment que les médias s'y intéressent trop.

■ 80 000 orphelins du sida aux USA sous peu

NEW YORK (AFP) — D'ici à l'an 2000, le sida tuera les mères de 80 000 enfants américains et ce phénomène sera particulièrement important à New York où 30 000 enfants de moins de 18 ans perdront leur mère à cause de cette maladie, indique une étude rendue publique, hier. Selon cette étude réalisée dans le cadre du « Projet Orphelin », financé par la ville de New York, les autres communes américaines les plus touchées par ce fléau seront Newark (New Jersey, dans la banlieue de New York) avec 7200 orphelins, Miami (Floride, 4900 cas), San Juan (Porto Rico, 4200), Los Angeles (Californie, 1900) et Washington (1400).

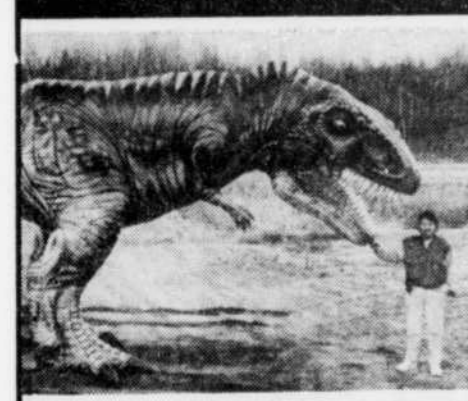
■ Tuerie mystérieuse de six paysans au Salvador

SAN SALVADOR (AFP) — La justice salvadorienne a ordonné une enquête sur l'assassinat de six paysans, tués samedi dernier par des inconnus dans une zone rurale du département de Sonsonate, dans l'ouest du Salvador, a-t-on appris, hier, de sources officielles. Un groupe d'inconnus a abattu six personnes dans la municipalité d'Izalco, à 65 km à l'ouest de la capitale, selon ces sources. Cinq sont mortes sur le coup et une autre est décédée à l'hôpital des suites de ses blessures. La justice ignore pour le moment le mobile de la tuerie.

■ Faucons palestiniens éliminés à Gaza

JERUSALEM (AP) — L'armée israélienne a tué lundi dans le camp de réfugiés de Jabalya (nord de Gaza), qui fut le berceau de l'intifada en décembre 1987, six Palestiniens armés membres des Faucons du Fatah, l'aile militaire de la formation du président de l'OLP Yasser Arafat. L'affrontement a eu lieu alors que les Palestiniens distribuaient des tracts affirmant que la lutte armée reste le seul moyen pour le peuple palestinien de faire valoir ses droits.

L'INVASION DES DINOSAURES



PATINODROME DE STE-FOY

60 dinosaures grandeur nature

Tyrannosaure de 18 pieds de haut et plusieurs autres spécimens

Du mercredi au dimanche

INFO-IMPÔTS

Ma mère habite chez moi. Ai-je droit à un crédit d'impôt?

AU FÉDÉRAL, vous pourriez avoir droit à un crédit d'impôt non remboursable maximal de 269\$ pour autre personne à charge si votre parent est atteint d'une déficience physique ou mentale. De plus, vous pourriez obtenir un crédit d'impôt relativement à la partie inutilisée du montant pour personne handicapée de la personne à votre charge.

AU PROVINCIAL, vous pourriez avoir droit à un crédit d'impôt non remboursable maximal de 450\$ pour autre personne à charge, et si votre parent est atteint d'une infirmité physique ou mentale ce crédit d'impôt peut atteindre 1 180\$. De plus, un crédit d'impôt remboursable de 440\$ est accordé depuis 1992 pour l'hébergement des parents. Vous pouvez avoir droit à ce crédit si votre parent est né avant 1924 ou avant 1934 s'il est atteint d'une déficience physique ou mentale grave et prolongée. Pour ce dernier crédit seulement, vous ne devez pas tenir compte du revenu de la personne à charge.

LA CORPORATION PROFESSIONNELLE DES COMPTABLES GÉNÉRAUX LICENCIÉS DU QUÉBEC

Pas besoin de pompe pour l'ajuster, il l'est déjà

Pourquoi acheter des chaussures de sport sans pompe, lumière ou autre gadget? Pour leur ajustement. Chaque chaussure New Balance est offerte dans un choix de largeurs, non seulement de longueurs.



new balance AB Une approche plus intelligente à la fabrication de chaussures.

MODÈLES	LARGEURS	2A	B	D	2E	4E
M998 course						
MK907 de ville						
CXT775 multisport						
CT605 tennis						
WK740 marche						
WF630 aérobie						
W998 course						

En magasin Disponible avec plaisir sur commande rapide Certains modèles d'hommes jusqu'à 16, femmes 13.

PROTHÈSES • ORTHÈSES SAVARD SERVICES-CONSEILS

2575, BOUL. HAMEL OUEST QUÉBEC (Québec) G1P 2H9 (418) 681-6381

À Pâques faites fleurir le printemps!

Joyeuses Pâques!

Offrez de magnifiques fleurs dans un cadeau souvenir de Teleflora. Votre fleuriste Teleflora local peut en envoyer un presque partout. Pâques est le 3 avril.

Teleflora

<p>Le Bouquet Lapin d'osier</p> <p>CHARLESBOURG Atelier Du Fleuriste Dumont Enr. 7860, Henri-Bourassa (418) 623-3943</p> <p>Club Paradis 1100, boul. St-Joseph (418) 626-4000</p>	<p>Le Bouquet Fleuron Printanier</p> <p>COURVILLE Montmorency Fleuriste 31, de Champagne (418) 661-4230</p> <p>QUÉBEC Fleuriste St-Pascal Enr. 1680, Mauffis (418) 663-3545</p>	<p>Mme S. Lahaye Ltée 1027, 3e Avenue (418) 524-4613</p> <p>Québec Fleuriste Inc. 1522, 1re Avenue (418) 524-8586</p> <p>SAINTÉ-FOY Fleuriste La Pousse Verte 3280, chemin Ste-Foy (418) 659-3770</p>
---	---	---

RESTAURANT D'UN VIEUX DULUTH

GRILLADES ET FRUITS DE MER

Un repas savoureux vous attend Bon appétit

APPORTEZ VOTRE VIN

UN NOUVEAU... Maintenant ouvert

Oui, un nouveau restaurant Au Vieux Duluth a ouvert ses portes au 5079, boul. Hamel, à Québec. Découvrez et redécouvrez les délices du Vieux Duluth sans tarder. Les plaisirs de la table se manifesteront avec notre superbe menu: d'excellentes salades, des grillades, des poissons et des fruits de mer absolument savoureux!

Les groupes recevront un accueil spécial et les enfants profiteront d'un menu pensé juste pour eux.

MENU DU JOUR 5.95 À PARTIR DE

5079, boul. Hamel Ouest Québec 871-7070	371, rue Soumande Vanier (Québec) 681-7274	5790, boul. Étienne-Dallaire Lévis (Québec) 835-6668
---	--	--

T A N G U A Y

ATTAQUE

LES PRIX TIAN

Commencez à payer dans

le 12 MARS 95
sur toute la marchandise



SIMMONS

50%
DE
RÉDUCTION
Matelas
"Discretion"
de Simmons

MATELAS

	Courant	Spécial
39"	509\$	254 ⁵⁰
54"	619\$	309 ⁵⁰
60"	709\$	354 ⁵⁰
78"	989\$	494 ⁵⁰

SOMMIERS

	Courant	Spécial
39"	209\$	104 ⁵⁰
54"	259\$	129 ⁵⁰
60"	319\$	159 ⁵⁰
78"	429\$	214 ⁵⁰



KitchenAid*

LAVE-VAISSELLE # 114058

Cube en porcelaine garantie 25 ans. Porte insonorisée. La fiabilité et la durabilité du produit Kitchen Aid

639⁹⁵

- 40\$ RABAIS DU FABRICANT

599⁹⁵

LAVEUSE # 112644

Blanc sur blanc. 3 vitesses. 5 cycles à entraînement direct. Système de réduction de bruit. Ultra silencieux. Modèle de luxe.

GARANTIE: 1 an 100%, 2 ans pièces, 5 ans moteurs, 10 ans transmission.

SÉCHEUSE # 112649

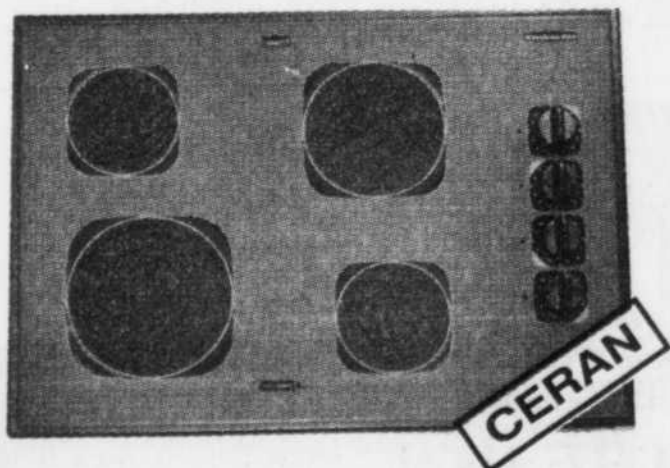
5 cycles de séchage avec senseur d'humidité électronique

GARANTIE: 1 an 100%, 15 ans sur la cuve

RABAIS 100\$

1099⁹⁵

l'ensemble



PLAQUE DE CUISSON # 131328

KITCHEN AID

avec dessus en céran
2 ronds halogène, 30 pouces

RABAIS DU FABRICANT

729⁹⁵

- 30\$

699⁹⁵

**VASTE CHOIX
DE BIBELOTS
ET D'ACCESSOIRES
DÉCORATIFS**

* Sous réserve de l'approbation du service de crédit, ne payez que les taxes de vente. Certains frais administratifs peuvent être crédités au moment d'un paiement comptant. Cartes de crédit acceptées. ** Règlements disponibles en magasin. Les gagnants devront répondre correctement à une question d'aptitudes mathématiques.

A M E U B L E M E N T S
T A N G U A Y

**OUVERT
LE DIMANCHE**

de midi à 17 h
(sauf Pointe-au-Père)

Livraison et service gratuits à la grandeur de la province!

LÉVIS:
5720, boul.
Etienne-Dallaire
(angle Kennedy)
(418) 833-4511

BEAUPORT:
535, boul.
Ste-Anne
(418) 667-6282

LES SAULES:
Carrefour Les Saules
5150, boul. l'Ornière
(418) 871-4411

TROIS-RIVIÈRES:
2200, boul. des
Récollets
(819) 373-1111

POINTE-AU-PÈRE:
822, boul. Ste-Anne
(route 132)
Comté de Rimouski
(418) 725-4411

CHICOUTIMI:
1990, boul. Talbot
(418) 698-4411